

LE RÉGIME DU SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE

**Quelques réflexions à propos des réalisations
de la Cour d'Appel de Dijon**

Travail du Laboratoire de Médecine Légale
de l'École Nationale de Médecine de Dijon
(Professeur agrégé A. MARIN)

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 29 Novembre 1965

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Hélène MEYER

Interne des Hôpitaux de Dijon

Assistante à l'École Nationale de Médecine de Dijon

N le 4 Décembre 1933, à ARPAJON (91)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1965

LE RÉGIME DU SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE

**Quelques réflexions à propos des réalisations
de la Cour d'Appel de Dijon**

Travail du Laboratoire de Médecine Légale
de l'École Nationale de Médecine de Dijon
(Professeur agrégé A. MARIN)

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 29 Novembre 1965

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Hélène MEYER

Interne des Hôpitaux de Dijon

Assistante à l'Ecole Nationale de Médecine de Dijon

N le 4 Décembre 1933, à ARPAJON (91)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1965

FACULTE MIXTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

PERSONNEL DE LA FACULTE

Doyens Honoraires M. J. LEPINE, Membre de l'Institut.
M. H. HERMANN, Correspondant de l'Institut.
Doyen M. J.-F. CIER.
Assesseurs MM. M. LEVRAT et L. REVOL.
Professeurs Honoraires : MM. PATEL, LEPINE, TRILLAT, MOURIQUAND, GARIN, GATE,
MARTIN, GABRIELLE, SANTY, DUCLOS, GUILLEMINET, HERMANN, ROCHET, POLLOSSON

PROFESSEURS

Clinique urologique	MM. CIBERT.	Clinique chirurgicale or- thopédique et trauma- tologique	MM. CREYSSEL. DARGENT. GUICHARD.
Physique biologique	PONTHUS (dét. à Bey- ruth).	Clinique carcinologique ..	
Clinique neuro-psychiatri- que et hygiène mentale	DECHAUME.	Anatomie pathologique ..	
Chimie organique et toxi- cologie	CHAMBON.	Pathologie générale et ex- périmentale	GIRARD Paul. LATARJET. PEYCELON. GIRARD Marcel. VACHON.
Clinique chirurgicale B ..	WERTHEIMER.	Anatomie	
Clinique médicale B	PAUPERT- RAVAULT.	Pathologie chirurgicale ..	
Clinique et prophylaxie cardio-vasculaires	FROMENT	Clinique médicale D	
Clinique médicale C	CROIZAT.	Pathologie médicale	
Clinique biologique et mé- dicale	X...	Physio-pathologie des voies respiratoires	GALY. PAPILLON.
Clinique chirurgicale A ..	MALLET-GUY.	Radiologie	
Pharmacie galénique	REVOL.	Clinique médicale infantile et hygiène du 1 ^{er} âge .	JEUNE. GONIN. MONNET.
Clinique obstétricale	PIGEAUD.	Thérapeutique	
Médecine du travail	BOURRET.	Bactériologie	
Clinique médicale A	LEVRAT.	Physiologie et pathologie obstétricales	BANSSILLON. CHATONNET. GUINET.
Hygiène et action sanitaire et sociale	SOHIER.	Physiologie B	
Botanique et cryptogamie .	NETIEN.	Clinique endocrinologique .	
Clinique chirurgicale C ..	BERTRAND.	Clinique de chirurgie ortho- pédique	TRILLAT FREIDEL. MARION
Chimie analytique phar- maceutique	BADINAND.	Clinique stomatologique .	Joseph.
Pharmacie chimique et pharmacologie	DREVON.	Clinique de chirurgie et d'orthopédie infantiles .	
Médecine légale et déon- tologie	ROCHE.	Matière médicale et légis- lation pharmaceutique .	DORCHE. DUMONT Louis. PERROT. CIER J.-F.
Parasitologie et pathologie exotique	COUDERT.	Histologie et embryologie .	
Clinique d'oto-rhino-laryn- gologie et d'audio-pho- nologie	MOUNIER- KUHN.	Chimie	
Clinique ophtalmologique .	PAUFIQUE.	Physiologie A	
Clinique de dermatologie , syphiligraphie et aller- gologie	THIERS.	Thérapeutique chirurgicale et chirurgie opératoire .	PERRIN J.
Clinique de pneumo-phti- siologie	BRUN.	Clinique de chirurgie car- diaque	MICHAUD Pierre X...
		Clinique médicale infantile	MATHIEU.
		Clinique gynécologique ..	
		Biologie médicale et phar- macodynamie	FAUCON.
		Clinique des maladies in- fectieuses	BERTOYE.
		Hydrologie thérapeutique, climatologie et écologie sociale	X..

PROFESSEURS A TITRE PERSONNEL

Physique nucléaire appliquée à la médecine	MM. BERGER.
Neuro-chirurgie	MANSUY.
Chimie générale et pharmaceutique	COLLET.
Hygiène et climatologie	LACROIX.
Clinique chirurgicale propédeutique	LIARAS.
Neuro-chirurgie	LECUIRE.
Médecine générale	REVOL.
Thérapeutique chirurgicale	GOINARD.
Pharmacie chimique et Pharmacologie	CIER André.
Médecine générale	PONT Maurice.
Pathologie métabolique et rénale	TRAEGER.

PROFESSEURS SANS CHAIRE

Parasitologie	MM. ROMAN.
Anatomie pathologique	FEROLDI.
Physique biologique	MORET.
Botanique et cryptogamie	ODDOUX.
Chimie analytique	de SOLLIERS.
Médecine générale	DESPIERRES.
Médecine du travail	TOLOT.
Parasitologie	GARIN.
Hygiène	THIVOLET.

MAITRES DE CONFERENCES AGREGES TITULAIRES

Chimie biologique	MM. CREYSEL Roger.	Pédiatrie et puériculture	MM. FRANÇOIS.
Electro-radiologie	PINET.	Chirurgie générale	MICHOULIER.
Neuro-psychiatrie	GUYOTAT.	Dermatologie	COLOMB.
Chirurgie générale	DESCOTES.	Médecine générale	LAMBERT.
Pathologie expérimentale	JOUVET.	Médecine générale	FRIES.
Physique biologique	PEYRIN.	Pédiatrie	GILLY.
Anatomie pathologique	TOMMASI.	Médecine générale	ROBERT.
Electro-radiologie	BUFFARD.	Anatomie	BOUCHET.
Médecine générale et thérapeutique	LEJEUNE.	Pédiatrie	BETHENOD.
Stomatologie	de MOURGUES F.	Immunologie, sérologie, hématologie	GERMAIN.
Maladies infectieuses	NAUSSAC.	Pédiatrie	LARBRE.
Chirurgie générale	REBOUILLAT.	Chirurgie générale	SOUSTELLE.
Pédiatrie	ROMAGNY.	Médecine générale	VIALA.
Médecine générale	DELAHAYE.	Bactériologie, parasitologie, virologie	VINCENT.
Anesthésiologie	DELEUZE.	Pneumo-phtisiologie	KALB.
Electro-radiologie diagnostic et thérapeutique	GIRAUD.	Médecine légale	COLIN.
Anesthésiologie	MICHEL.	Chimie biologique	BERTRAND.

MAITRES DE CONFERENCES AGREGES STAGIAIRES

Hématologie	MM. FAVRE-GILLY.	Hygiène	MM. RIFFAT.
Histologie et embryologie	GIROD.	Physiologie	FLANDROIS.
Chimie biologique	GRAS.	Bactériologie	VIALIER-RAYNARD.
Chimie analytique	MALLEIN.	Pharmacie galénique	ROLLET.

AGREGES EN EXERCICE

Chirurgie générale	MM. MARION Pierre.	Orthopédie	MM. FAYSSÉ.
Ophtalmologie	BONAMOUR.	Oto-rhino-laryngologie	GAILLARD.
Chirurgie générale	de MOURGUES Georges.	Médecine générale	GARDE.
Médecine générale	DEVIC.	Ophtalmologie	HUGONNIER.
Obstétrique	DUMONT Martial.	Chirurgie générale	MARET.
Urologie	DURAND.	Médecine générale	MORNEX.
Chirurgie générale	FRANCILLON.	Gynécologie obstétricale	NOTTER.
Chirurgie générale	SAUBIER.	Médecine générale	NORMAND.
Neuro-psychiatrie	SCHOTT.	Médecine générale	PERRIN André.
Neuro-chirurgie	ALLEGRE.	Stomatologie	DUMAS.
Electro-radiologie	CHASSARD.	Obstétrique	GARMIER.
		Médecine générale	NOEL.
		Orthopédie	SCHNEPP.
		Chirurgie générale	MOUNIER-KUHN Alain.

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président : M. ROCHE ;

Assesseurs : MM. COLIN, MARIN et GUYOTAT

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation, ni improbation.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MES PARENTS

En témoignage de toute ma reconnaissance et de mon affection.

A MON MARI

A MES BEAUX-PARENTS

A TOUTE MA FAMILLE

A MES AMIS

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR L. ROCHE

*Professeur de Médecine légale et de Déontologie
à la Faculté de Médecine de Lyon*

La rigueur de sa pensée, la richesse de son enseignement nous ont guidée dans l'étude de la Médecine légale.

Nous avons été très sensible à son accueil toujours aimable et bienveillant.

Nous le remercions vivement d'avoir accepté de présider notre jury de thèse.

Aux Membres de notre Jury

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ M. COLIN

Nous formons le vœu que cette étude bien modeste ne déçoive pas les grands espoirs qu'il a placés dans le sursis probatoire.

Ce travail n'a voulu être qu'un bilan d'une expérience locale : nous souhaitons qu'il ne soit pas trop en contradiction avec les larges perspectives que sa haute compétence projette sur la Criminologie moderne.

Nous le remercions très vivement des conseils qu'il a bien voulu nous prodiguer.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ A. MARIN

Il fut notre Maître pendant plus d'un an au laboratoire de Médecine légale de Dijon.

Sa compétence, son esprit précis et objectif, son jugement impartial, nous ont initiée à l'art de l'expertise. C'est à lui que nous devons le sujet de ce travail.

Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre profonde reconnaissance pour l'enseignement qu'il a su nous dispenser avec une constante et cordiale bienveillance.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ J. GUYOTAT

Nous le remercions d'avoir accepté de nous juger.

A LA MÉMOIRE DU PROFESSEUR P.-E. MARTIN

A MONSIEUR DE LHERIS

Juge de l'Application des peines à la Cour d'Appel de Dijon

Il sut nous éclairer de ses connaissances et de son expérience tout au long de l'élaboration de ce travail. Il a bien voulu nous guider tout particulièrement dans la rédaction de la partie juridique.

Qu'il trouve ici le témoignage de notre profonde gratitude.

A MADEMOISELLE DE BEAUREPAIRE

*Assistante sociale du comité de Probation et d'Assistance
aux Libérés*

Elle nous a fait bénéficier de sa profonde connaissance de la probation.

Qu'elle veuille bien accepter nos vifs remerciements pour la manière si amicale avec laquelle elle nous y a fait participer.

A NOS MAITRES D'EXTERNAT

MONSIEUR LE DOCTEUR J. VEILLET

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ J. BOUHEY

MONSIEUR LE PROFESSEUR J. JEANNIN

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ M. ALISON

MONSIEUR LE PROFESSEUR F. BARON

MONSIEUR LE DOCTEUR J. DESLANDRES

A NOS MAITRES D'INTERNAT :

MONSIEUR LE DOCTEUR L. CHESSEBEUF

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ R. GAYET

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ F. LECLERC

MONSIEUR LE PROFESSEUR J. DUBARD

MONSIEUR LE PROFESSEUR J. BALLIVET

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ A. MARIN

MONSIEUR LE PROFESSEUR P. CORTET

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ Cl. KLEPPING

MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ J.-L. CHAPUIS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ F. CABANNE

A MONSIEUR LE PROFESSEUR P. BARRY

AVANT-PROPOS

Le régime du sursis avec mise à l'épreuve constitue une innovation que le Code de procédure pénale a introduit dans la législation française en 1958.

Il s'agit d'une mesure originale visant à la réinsertion sociale de certains délinquants. Le temps de ses premières armes s'était écoulé déjà depuis de nombreuses années, en Angleterre et aux Etats-Unis d'Amérique. Il fut mis en application à partir de 1959 dans les Tribunaux et les Cours d'appel de France de manière prudente, mais avec un succès en général satisfaisant. Il nous a paru utile, au terme de ces 6 années, de dresser un bilan du travail réalisé à Dijon et dans le département de la Côte d'or. Bien qu'incomplet, il permettra peut-être d'avoir une vue d'ensemble sur l'application du sursis probatoire.

La présente étude porte sur 157 cas échelonnés de 1959 à 1964. Ces dossiers sont complets et ont été étudiés à la fois sous l'angle judiciaire et sous l'angle clinique.

La première partie a pour but d'étudier le développement de la Probation au point de vue historique, en particulier dans les Pays Anglo-Saxons où elle est née. Cette étude conduira à l'examen de l'installation du sursis avec mise à l'épreuve en France et à l'étude de la législation qui l'a insérée dans le Code de procédure pénale.

Dans un second chapitre, la Probation en Côte d'or sera étudiée sous ses différents angles. L'organisation pratique pose de multiples problèmes du fait du manque de personnel et de la pauvreté des crédits. Mais l'ardeur des promoteurs et leur enthousiasme porta ses fruits ainsi que le montre l'étude des 157 dossiers. Ce chapitre sera clos sur un essai de bilan des résultats.

Enfin nous tenterons dans un dernier chapitre d'apprécier les avantages de cette méthode toute nouvelle. Une critique serait hors de propos. Mais l'étude des dossiers de probationnaires peut permettre de relever avec objectivité quelques

points qui mériteraient d'être améliorés, tant dans la manière de prescrire le sursis avec mise à l'épreuve que dans sa pratique.

On pourrait bien sûr objecter que ce travail n'a pas une orientation spécifiquement médicale. Cependant, cette nouvelle mesure qu'est le sursis avec mise à l'épreuve intéresse particulièrement le médecin. En effet, c'est la première fois dans l'histoire du droit pénal qu'une sanction a une visée thérapeutique tout au moins chez l'adulte, puisque l'on sait que la législation concernant les mineurs délinquants a déjà introduit la notion d'un traitement social du délinquant.

Si l'on considère que le traitement est « la manière d'être », avec une personne, cette notion de traitement englobe à la fois la sanction classique et la thérapeutique. C'est cet aspect thérapeutique qui est nouveau et qui constitue l'originalité du régime de la Probation. L'approche psychologique, sociologique, clinique du délinquant doit en effet être très utilement complétée par l'étude de son aspect pathologique éventuel, tant au point de vue somatique que mental ; c'est, en effet, par cette connaissance aussi poussée que possible du délinquant, que la Probation sera attribuée avec le plus de chances possible de devenir constructive. Enfin, le médecin a un rôle important à jouer chez le probationnaire en cours d'épreuve qui doit, pour obéir aux obligations stipulées dans le jugement, subir différents traitements visant à guérir certaines causes de délinquance.

PREMIERE PARTIE

LE REGIME DE LA PROBATION EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION — DEFINITION

« La probation est un traitement de la délinquance en milieu libre ». Ainsi l'écrit Monsieur l'Avocat Général Germain dans son *Traité de Sciences pénitentiaires*.

D'emblée le sursis avec mise à l'épreuve nous frappe par son originalité. Un juriste, parlant de *traitement*, aborde à la fois la possibilité d'une sanction et d'une thérapeutique simultanées. La valeur de la sanction disparaît-elle devant des perspectives qui n'ont plus pour but principal de châtier la délinquance ? Ne s'agit-il donc pas d'une peine ?

La Probation illustre parfaitement l'une des lignes d'évolution de la criminologie moderne, qui a débuté avec l'étude de la criminologie juvénile. Elle recherche non plus seulement le châtiment d'un délit, mais le relèvement d'un délinquant inadapté aux conditions de vie de la Société. Pour ce faire il est utile d'étudier les motivations qui l'ont conduit à la délinquance, les caractéristiques de sa personnalité, et les possibilités de réinsertion sociale de l'individu.

A ce point de vue, la sanction isolée, qui comportait une courte peine d'emprisonnement, sans aucune mesure susceptible de faire évoluer l'individu, peut apparaître comme au moins inutile sinon nocive.

Il faut tenir compte également du fait que, par leur casier judiciaire chargé, les condamnés perdent très souvent leur ancien emploi ; les plus grandes difficultés les attendent pour en trouver un autre. Leur réintégration sociale est donc très handicapée et la récidive les tente et les guette.

Vers quelle possibilité le magistrat pouvait-il se tourner pour éviter cet écueil ? Le sursis simple pouvait être la solution de certains cas ; il permettait au délinquant de courir sa chance, mais il était seul dans ses essais, délaissé et abandonné à lui-

même au milieu de conditions de vie indentiques. C'était justement ces dernières qu'il fallait modifier pour que l'individu puisse sortir de ses errements.

Ainsi le terrain semblait-il tout préparé pour recevoir cette mesure nouvelle lors de son institution en France, en mars 1959. Les statistiques d'ailleurs, en constituent une démonstration évidente : Le nombre des décisions de sursis avec mise à l'épreuve s'est accru au cours des années avec une régularité impressionnante : 881 cas en 1959, 2.156 cas en 1960, 3.730 cas en 1961, 4.427 cas en 1962, 4.781 cas en 1963.

Qu'est-ce donc exactement que ce sursis probatoire, institution encore jeune et souvent mal connue ?

A. — Il s'agit d'une méthode s'appliquant à des délinquants :

C'est-à-dire à des individus reconnus coupables. Ceux-ci doivent être considérés comme responsables au moins partiellement, de leurs actes. Si une expertise définit leur irresponsabilité par démence au titre de l'article 64 du Code Pénal, il est évident que le sursis avec mise à l'épreuve n'a pas de raison d'être dans ce cas.

B. — Cette institution nouvelle peut-elle s'appliquer à toutes les catégories de délinquants ?

Non et ceci pour deux raisons. La première réside dans l'une des orientations de la politique criminelle actuelle, selon laquelle la Justice ne doit pas s'exercer seulement en fonction du délit, mais aussi en fonction du délinquant en tant qu'individu. Il s'agit d'adapter une sanction et un traitement à la personne du prévenu plutôt que d'infliger un châtiment correspondant au délit. Cet impératif nécessite donc déjà un choix quant à la personne. La deuxième restriction dans le choix d'un futur probationnaire est d'ordre juridique ; il existe en effet des conditions très précises au point de vue de la loi, qui autorisent l'application de cette peine. Seules certaines catégories de délinquants peuvent bénéficier de cette mesure. Il devient alors nécessaire de réaliser une véritable sélection des

délinquants à placer éventuellement sous ce régime, ceci avant le prononcé du jugement. Le choix se fera selon la personnalité, le milieu de vie, les antécédents etc... de l'individu.

C. — L'élément essentiel implique la suspension conditionnelle de la peine imposée.

La possibilité d'être « blanchi » de toute peine infamante, est offerte au condamné. Il doit pour cela consentir à réaliser certains efforts personnels afin de réformer sa vie, dans le sens des obligations signifiées dans le jugement, et ceci au moins pendant un temps d'épreuve également fixé.

La menace de l'exécution de la peine pèse sur le condamné pendant toute cette période. Cette menace se réalise si le délinquant enfreint les obligations générales ou particulières qui lui sont imposées ou s'il commet un autre délit.

Ainsi la suspension conditionnelle de la peine apparaît-elle comme un « cadre d'autorité » à l'intérieur duquel le délinquant choisit de se réhabiliter en réformant sa vie selon des conditions imposées, ou bien purge sa peine.

D. — La Probation comporte une surveillance et un traitement :

La Probation comporte une surveillance et un traitement du condamné.

En effet, la Justice fait plus que de lui donner une chance d'échapper à la peine, pourvu qu'il se conforme aux lois et aux conditions imposées. Il est l'objet d'une surveillance réelle, bien que discrète. Tout nouveau délit doit être porté à la connaissance du Juge de l'application des peines. Mais plus encore que surveillé, le condamné est aidé dans ses efforts, par le Comité de Probation qui lui apporte l'aide morale et pécuniaire dont il a besoin.

L'assistance du Comité de Probation est complétée par la sauvegarde apportée par les obligations. Le probationnaire sait parfaitement ce qu'il ne doit pas faire pour réformer sa vie : fréquentation néfaste de certaines personnes ou de certains lieux par exemple. Il sait également qu'une thérapeutique

médicale peut lui être très bienfaisante et qu'elle lui a été, de ce fait, imposée : (cure de désintoxication éthylique, traitement et consultations régulières chez un neuropsychiatre).

Ainsi, si l'on veut préciser la brève définition énoncée ci-dessus, la Probation « apparaît comme une *méthode de traitement* de délinquants spécialement *sélectionnés*. Elle consiste en une *suspension conditionnelle* de la peine, le délinquant étant placé sous une *surveillance* personnelle et recevant une orientation ou un *traitement individuel* ayant pour but son *éducation* et son *relèvement* » (définition mise au point par les Nations Unies).

CHAPITRE II

HISTORIQUE

A. — Les origines juridiques

Le sursis avec mise à l'épreuve fut introduit en France en 1958. Mais ses origines juridiques sont beaucoup plus lointaines.

Selon les historiens, elles remonteraient au Moyen-Age. Mais il s'agissait là de cas où la suspension de la peine était conditionnée par la bonne conduite du délinquant ; alors que la Probation, telle qu'elle est comprise actuellement, combine la suspension conditionnelle de la peine avec la surveillance personnelle de l'individu. Ces notions ne se rattachent qu'à la Probation de la période moderne. Celle-ci trouve sa source dans la « Common Law » anglaise. Une recherche des origines juridiques de la Probation doit donc s'orienter surtout vers l'Angleterre et l'Amérique.

En effet, la Probation est issue de diverses méthodes visant la suspension conditionnelle de la peine.

Parmi celles-ci on doit signaler :

1) Le « *Benefit of clergy* » (privilège du clergé) qui avait pour but au Moyen-Age, de protéger les membres du clergé contre le sévère système répressif anglais. Puis, l'application de ce privilège s'est considérablement étendu à tous les délinquants. Il était en vigueur également aux Etats-Unis avant et après sa disparition en Angleterre, puis il fut également aboli.

2) Le « *Judicial reprieve* » était une suspension judiciaire temporaire, soit du prononcé, soit de l'exécution d'une peine.

3) La « *recognizance* » comprenait l'engagement public devant un tribunal, de ne pas commettre de délit, et, en cas d'inobservation, de payer une somme fixée à l'avance.

4) Le « *Binding over* » permettait la mise en liberté des délinquants qui s'engageaient à comparaître devant le tribunal à tout moment après convocation.

5) Le « *provisional release on bail* » permettait la mise en liberté provisoire sous caution. Cette caution était portée par des amis du délinquant. Ceux-ci, par souci charitable ou financier, s'efforçaient de veiller à la bonne conduite de l'intéressé ; c'était l'institution avant la lettre de l'Agent de Probation et du Juge de l'application des peines.

6) Le classement « *filing* » provisoire d'une affaire et divers autres moyens juridiques permettaient de suspendre soit le prononcé, soit l'exécution de la peine, et pouvaient être employés avec ou sans le consentement de l'intéressé.

Ces différents procédés semblent avoir été le premier stade, embryonnaire, de la Probation.

B. — Processus historique de l'institution de la Probation

1) IL CONVIENT TOUT D'ABORD D'ÉTUДИER CE PROCESSUS EN ANGLETERRE, PAYS OU LA PROBATION EST NÉE.

La Probation doit sa naissance et son développement à l'expérimentation individuelle et pratique plutôt qu'à l'application de principes théoriques bien définis.

Dès le début du XIX^e siècle, une réforme se fit jour, dans le traitement des jeunes délinquants, tendant à abolir pour eux, au moins pour les délinquants primaires, les peines de prison. Ils étaient confiés, après la condamnation, à leurs parents ou à un tuteur ayant charge de les surveiller de manière plus attentive. Aucune autre sanction n'intervenait si l'amendement ne se produisait pas. Seul un nouveau délit pouvait faire intervenir une nouvelle sanction. Les promoteurs de cette Probation étaient surtout Matthew Davenport Hill, et les magistrats du Warwickshire. Ceux-ci faisaient également procéder à des enquêtes périodiques sur la conduite des délinquants.

Des pratiques semblables se sont développées au début de la deuxième moitié du XIX^e siècle dans d'autres parties du

pays. Les organisations bénévoles ont joué un rôle important dans cette évolution.

Ainsi en 1876, la « Church of England Temperance society » créa les « Police Court Mission » (missions des tribunaux de police). Des agents de la société furent affectés auprès de nombreux tribunaux de police de Londres en vue de remettre dans le droit chemin des ivrognes, puis des femmes et des jeunes filles. Ils devaient également surveiller les délinquants en liberté conditionnelle. Les « Police Court Missionaries » furent les premiers Agents de Probation.

« Le Summary jurisdiction Act de 1879 » est considéré comme la première loi écrite anglaise relative à la Probation, ainsi que la « Probation Of First Offenders Act de 1887 ». Ces lois prévoyaient la mise en liberté de délinquants primaires, moyennant engagement à la fois de comparaître en jugement quand ils seraient convoqués et, dans l'intervalle, de respecter l'ordre et d'observer une bonne conduite. Mais aucune sanction légale n'était prise pour rendre obligatoire la surveillance exercée pendant la période de Probation par les « Police Court Missionaries ».

La Probation, dans toute l'acception moderne du mot, reçut la sanction législative en 1907 par le « Probation of offenders Act » qui, en fait, confirmait surtout l'usage établi. L'élément nouveau était la création de « Probation officers » nommés auprès des tribunaux et rétribués. Cette loi, fondement de la Probation dans le Royaume Uni jusqu'en 1948, a été alors remplacée par le « Criminal justice Act ».

Actuellement, la Probation intervient, en Angleterre, avant le prononcé de la peine. L'accord du condamné, pour bénéficiaire du sursis avec mise à l'épreuve, est toujours indispensable. Le reste de la législation est à peu près semblable à la législation française actuelle.

2) PROBATION AUX U.S.A.

Dans la même période qu'en Angleterre, la Probation s'installait aux Etats-Unis d'Amérique.

L'Etat de Massachusetts partage avec l'Angleterre l'honneur d'avoir donné au monde le système de la Probation.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, un certain John Augustus, cordonnier de son état, qui assistait à une audience

du tribunal de police de la ville, décida de se porter caution d'un homme poursuivi pour ivrognerie. Ayant obtenu avec ce délinquant de nets signes d'amendement, ce premier Agent de Probation se porta caution d'autres délinquants qu'il entreprit de surveiller et d'orienter. Encouragé par le succès de ses œuvres, Augustus organisa son activité nouvelle en mettant au point ce qui forme la base du système moderne de Probation, sélection préliminaire du délinquant, surveillance et orientation, rapport au Tribunal de la conduite des délinquants dont il prenait la responsabilité.

La première loi consacrant ces expériences fut adoptée en 1878. Elle réglementait surtout la nomination et les fonctions des Agents de Probation qui étaient rémunérés. Cette loi ne limitait pas l'application de la Probation à une certaine catégorie de délinquants ; le seul critère était l'amendement probable de l'individu sans châtiment.

L'Agent de Probation nommé chaque année par le maire de Boston était choisi soit parmi le personnel de police de la ville, soit parmi les citoyens en général. Il devait assister aux audiences, enquêter sur le cas des coupables et donner son avis sur l'opportunité d'une suspension de la peine. Il avait le pouvoir de mettre en arrestation tout probationnaire avec l'approbation du chef de la police de la ville.

La durée de la période probatoire variait entre trois mois et un an.

La Probation s'étendit à tout l'Etat du Massachusetts en 1891, puis aux autres Etats dans la fin du XIX^e siècle et surtout au début du XX^e siècle.

A ce moment, le développement de la Probation est étroitement lié au mouvement en faveur des tribunaux pour mineurs, pour qui la Probation était applicable. Cette dernière actuellement est généralisée à tous les Etats, sauf quatre : Mississipi, Nevada, Nouveau Mexique et Dakota du Sud.

Les grandes lignes de la Probation britannique sont retrouvées dans le Commonwealth.

3) DANS L'EUROPE CONTINENTALE.

La Probation s'est surtout étendue aux pays scandinaves et aux Pays-Bas, qui utilisent presque exclusivement un personnel bénévole.

Elle est légalement en vigueur depuis 1905 pour le Danemark, 1915 pour les Pays-Bas, 1918 pour la Suède, 1919 pour la Norvège.

Le Code Pénal Suisse de 1937 a institué un sursis avec Probation comme la loi française actuelle.

La Probation est introduite en Belgique depuis la loi du 29 juin 1964. Celle-ci concerne en particulier la suspension probatoire du prononcé de la peine et la condamnation avec sursis probatoire.

La loi belge, notons-le, subordonne les sanctions probatoires au consentement des délinquants.

4) L'IMPLANTATION EN FRANCE.

Le sursis avec mise à l'épreuve suivit le sursis simple sans le remplacer. Ce dernier date de 1891.

En 1911, une proposition de loi fut déposée, suggérant d'assortir le sursis simple d'une mise à l'épreuve du condamné. Mais ce projet ne fut pas retenu. La Probation pour les jeunes délinquants fut appliquée à partir de 1912. Elle prévoyait un régime de liberté surveillée pour les jeunes de 13 à 18 ans. La surveillance était exercée par des délégués bénévoles.

Il fallut attendre 1951 pour qu'une expérimentation du sursis avec mise à l'épreuve fut tentée en France. Le Parquet de Toulouse fut choisi. La Probation était alors considérée comme une modalité de l'exécution de la peine. Il s'agissait alors soit de la libération partielle du condamné si la peine était en cours d'exécution (c'est la semi-liberté), soit de la suspension de toute exécution pour un condamné non incarcéré. Ce dernier cas était le prélude, en cas de réussite, de la dispense totale (c'est la liberté d'épreuve ou Probation proprement dite).

Cette expérience dut être menée avec une très grande prudence, par crainte des risques de l'entreprise et de l'opinion publique.

— *Crainte des risques* : en effet le choix des probationnaires était délicat. Le délinquant pouvait profiter de sa liberté pour retomber dans ses errements.

— *Crainte de l'opinion publique* : « on veut bien toutes les audaces intellectuelles, dit Marcel Reboul, à la condition que

les rues soient sûres, les personnes protégées, et les propriétés défendues ».

De plus, il fallait trouver du travail pour ces délinquants. Cela fut relativement simple pour les probationnaires, mais beaucoup plus difficile pour les libérés conditionnels, dont les difficultés policières ne pouvaient pas être cachées aux futurs employeurs éventuels.

Malgré ces difficultés, l'expérience initiale française fut continuée ensuite à Lille, puis à Mulhouse et à Strasbourg en 1952.

— A Mulhouse, la Probation pouvait être appliquée à des délinquants non détenus, condamnés à des peines de prison inférieures à un an. La décision était prise après avis des présidents de la juridiction de jugement et celui du comité d'assistance aux détenus libérés. La peine à subir voyait son exécution différée. Le président du comité d'assistance aux détenus libérés désignait au condamné, avec son assentiment, un délégué. Celui-ci avait pour mission d'assister l'intéressé, de contrôler ses activités et de signaler tous les incidents susceptibles d'entraîner la révocation ou la modification de la mesure.

Le sursis avec mise à l'épreuve durait deux ans. Après ce temps, le comité d'assistance aux détenus libérés ou le probationnaire demandait son recours en grâce. Si le Parquet décidait d'exécuter la peine, le président du comité appréciait le régime convenable à appliquer : encellulement individuel, chantier extérieur ou semi-liberté.

— A Lille, c'était le Procureur de la République qui prenait la décision de la suspension de l'exécution de la peine. L'originalité de cette nouvelle mesure résidait dans la nécessité de l'accord écrit du délinquant, acceptant ce sursis avec mise à l'épreuve. (Actuellement le sursis avec mise à l'épreuve est imposé au condamné). Les candidats au sursis avec mise à l'épreuve devaient habiter Lille ou sa banlieue.

Le délégué, choisi parmi les éducateurs de l'administration pénitentiaire, surveillait et assistait le probationnaire. Ce dernier devait, en plus de l'observation d'une bonne conduite, réparer les dommages commis (abandon de famille, éthylisme).

Le temps de la Probation était de deux ans. Les résultats furent très satisfaisants :

- 224 admissions ;
- 64 révoqués ;
- 160 sursis avec mise à l'épreuve terminés avec succès.

La première statistique générale de cette période d'essai figure dans l'article de M. le Professeur Guyennot (Revue de Science Criminelle, 1961).

Dans les Parquets de Mulhouse, Toulouse, Lille, Strasbourg, le nombre des probationnaires représentait 15 % environ du nombre total des condamnés à une peine de prison inférieure à un an.

Mais les révocations des décisions de mise à l'épreuve n'ont pas dépassé 16 % en moyenne.

Parquets désignés par le protocole	1956				1957			
	Peines prononcées	Peines différées			Peines prononcées	Peines différées		
		Nombre	Révocation	%		Nbre	Révocation	%
Toulouse ..	241	10	1	10	263	18	0	0
Lille	174	95	22	26	160	71	22	36
Mulhouse ..	127	20	0	0	120	11	8	70
Strasbourg .	237	15	5	33	257	26	0	0
TOTAL ..	779	140	28	20	800	126	30	24

Les résultats étaient très encourageants. Ils conduisirent le législateur à inclure le sursis avec mise à l'épreuve dans le nouveau Code de procédure pénale en 1958.

CHAPITRE III

LES TEXTES

Le Code de procédure pénale a introduit le sursis avec mise à l'épreuve dans notre droit en 1958. Il est réglementé dans les art. 738 à 747.

Le sursis avec mise à l'épreuve français diffère sensiblement de la Probation des pays anglo-saxons. Nous allons d'abord étudier le fonctionnement de ce système en France, puis nous le comparerons rapidement avec le système originel anglo-saxon.

A. — Quelles sont les conditions d'attribution du sursis avec mise à l'épreuve ?

Tous les délinquants ne sont pas susceptibles de bénéficier de cette possibilité de rachat qu'est la Probation. Le Code de procédure pénale prévoit des conditions d'application prudentes et très limitatives.

1. — LES CONDAMNATIONS SONT REMPLACÉES PROVISOIREMENT PAR LE SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE.

a) Le sursis avec mise à l'épreuve ne peut être accordé que si une peine d'emprisonnement est prononcée.

b) Il ne peut être imposé que lorsqu'il s'agit d'infraction de droit commun ; les condamnations à l'emprisonnement pour contravention de police ne peuvent pas bénéficier du sursis avec mise à l'épreuve.

c) Le sursis avec mise à l'épreuve ne s'applique pas (art. 746) au paiement des frais du procès et des dommages-intérêts. Elle ne s'étend pas non plus aux peines accessoires et aux incapacités résultant de la condamnation. Toutefois les peines

accessoires et les incapacités cesseront d'avoir effet du jour où, par application des dispositions des articles 743 et 745, la condamnation aura été déclarée non avenue.

2. — LES DÉLINQUANTS.

a) Le sursis avec mise à l'épreuve peut être accordé aux délinquants s'ils n'ont pas fait l'objet, pour crime ou délit de droit commun, d'une *condamnation antérieure* à une peine d'emprisonnement.

b) Cependant il peut être accordé si une condamnation *inférieure à six mois* a déjà été prononcée à l'encontre du délinquant.

c) Un délinquant *ayant déjà été condamné* avec bénéfice du sursis avec mise à l'épreuve et n'ayant pas su tirer parti de cette thérapeutique en milieu libre, ne peut en bénéficier à nouveau.

d) *Si une précédente condamnation* a été prononcée avec le bénéfice du sursis simple, une autre condamnation pour récidive peut bénéficier du sursis avec mise à l'épreuve. En effet, le sursis simple n'a pas pour but un traitement. La personnalité du délinquant peut ne pas être suffisamment forte pour en tirer parti. Il lui faut l'assistance du sursis avec mise à l'épreuve.

Si le sursis avec mise à l'épreuve est révoqué, le sursis simple précédent le sera en même temps et les deux peines seront soudées et purgées successivement.

Si le sursis avec mise à l'épreuve est par contre mené à bien, la première peine comme la seconde seront déclarées non avenues.

e) Le sursis avec mise à l'épreuve peut être accordé aux *mineurs* (art. 744). Dans ce cas c'est le Juge des enfants qui se voit confier les charges du Juge de l'application des peines jusqu'à l'âge de 21 ans du condamné.

f) *Choix des délinquants.* — Les magistrats choisiront le sursis avec mise à l'épreuve lorsqu'ils estimeront que c'est là la meilleure mesure pour obtenir l'amendement du délinquant. Ce choix nécessite une connaissance de la personnalité du délinquant, de ses ressources morales, lui permettant de se

rééduquer. Le milieu social, familial joue également un grand rôle à la fois pour engendrer ou pour guérir de la délinquance. Il sera donc bon, pour avancer dans la connaissance du condamné, de recourir à une enquête sociale ainsi qu'à l'examen médico-psychologique prévu par l'art. 81 du Code de procédure pénale. L'art. D 17 recommande d'ailleurs la constitution d'un dossier de personnalité, dans l'éventualité d'une décision comportant la mise à l'épreuve.

3. — L'ATTRIBUTION DU SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE.

L'art. 747 du Code de procédure pénale précise que « le président de la Cour ou du Tribunal doit, après avoir prononcé la décision de condamnation au sursis avec mise à l'épreuve, avertir le condamné qu'en cas de nouvelle condamnation, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde ; le délinquant doit être également informé des sanctions dont il serait passible, s'il venait à se soustraire aux mesures ordonnées et de la possibilité qu'il aurait, à l'inverse, de voir déclarée sa condamnation non avenue en observant une parfaite conduite ».

On doit faire remarquer que le *consentement* de l'intéressé *n'est pas sollicité* au moment de l'attribution du sursis avec mise à l'épreuve. Le système français diffère ici du système anglo-saxon. La Probation est imposée et l'on espère que le délinquant comprendra et coopérera à cette thérapeutique.

Cela peut paraître regrettable, puisque la coopération du condamné est indispensable pour la bonne marche du sursis avec mise à l'épreuve. Mais l'on peut aussi penser que bien rares sont les condamnés qui refuseraient d'accepter les obligations contre la liberté promise. S'il préfère purger sa peine, il y parviendra facilement en n'observant pas les obligations qui lui sont imposées.

B. — Les autorités chargées de l'exécution de la mise à l'épreuve et leurs fonctions

1. — LE JUGE DE L'APPLICATION DES PEINES du lieu de résidence du condamné préside à la mise en œuvre du sursis avec mise à l'épreuve.

Il dirige l'ensemble des mesures prises à l'égard du probationnaire. Il contrôle l'exécution des mesures de surveillance et d'assistance (art. R. 53). Il a autorité sur les agents de Probation et les assistants sociaux et les dirige. Il a la responsabilité de toutes les décisions.

L'art. 741 précise que si au cours de la période probatoire il apparaît nécessaire de modifier, d'aménager ou de supprimer les obligations auxquelles est soumis le condamné, le Juge de l'application des peines du lieu de résidence peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, soit à la requête de l'intéressé, ordonner leur modification, leur aménagement ou leur suppression (art. 741 du Code de procédure pénale).

Si au cours du sursis avec mise à l'épreuve (art. 742 du Code de procédure pénale), le délinquant ne satisfait pas aux mesures de surveillance et d'assistance qui lui sont imposées, le Juge de l'application des peines peut saisir le Tribunal de Grande Instance du lieu où réside le condamné afin de faire ordonner l'exécution de la peine.

Le Juge de l'application des peines peut également, le ministère public entendu, décider que le condamné sera conduit et retenu à la maison d'arrêt.

Enfin, si au cours du même délai, le condamné satisfait (art. 743) aux mesures d'assistance et de surveillance et aux obligations imposées à son égard et si son reclassement paraît acquis, le Juge de l'application des peines peut saisir le Tribunal de Grande Instance, afin que la condamnation soit déclarée non avenue. Cependant cette demande ne peut être faite avant l'expiration du délai de deux ans à dater du jour où la condamnation est devenue définitive.

Cet ensemble de caractéristiques montre que le Juge de l'application des peines est entièrement responsable de la bonne marche du sursis avec mise à l'épreuve et qu'il peut prendre en cours de route toutes les mesures nécessaires pour l'aménager selon la meilleure connaissance qu'on a du condamné, ou le suspendre si l'effet en paraît nul. Pour ce faire, le Juge de l'application des peines est doté d'un pouvoir propre très étendu.

2. — LE COMITÉ DE PROBATION.

La surveillance et l'assistance auprès du délinquant sont œuvre de chaque jour. Dans cette tâche le Juge de l'application des peines a besoin d'aide, il la trouve dans le Comité de Probation (art. D. 545). Il existe un Comité auprès de chaque Tribunal de Grande Instance. Il est présidé par le Juge de l'application des peines. (Art. D. 546).

Le Juge de l'application des peines adresse au Ministre de la Justice, sous couvert du Premier Président et du Procureur Général, un compte-rendu semestriel sur le fonctionnement du Comité de Probation qu'il préside. (Art. R. 55).

Le Comité se compose (art. D. 547) :

- d'un ou de plusieurs agents de probation ;
- d'un ou de plusieurs assistants sociaux ou assistantes sociales ;
- de délégués ;
- de membres actifs dont l'un est chargé des fonctions de trésorier ;
- de membres d'honneur ou bienfaiteurs (art. R 533).

Il n'existe pas de médecin dans ce Comité ayant pour mission d'aider le délinquant.

3. — LES MEMBRES DU COMITÉ DE PROBATION.

Les Agents de Probation appartiennent au Corps des éducateurs de l'Administration pénitentiaire. Ils sont désignés par arrêté du Ministre de la Justice parmi les éducateurs qui ont accompli cinq années de service dans un établissement pénitentiaire, dont deux au moins en qualité d'éducateur (art. D. 548). Ce sont donc des personnes qui peuvent soit avoir un statut, soit avoir été engagées par contrat par l'Administration.

Leur rôle consiste (art. D. 560) à accomplir, sous l'autorité du Juge de l'application des peines et en liaison avec des Agents de Probation, les diligences propres à assurer aux condamnés et à leur famille l'aide matérielle ou morale que requiert leur situation.

Ils assurent une permanence à laquelle peuvent se présenter les condamnés et pourvoient éventuellement à toute mesure d'urgence.

Les assistantes sociales sont désignées par décision ministérielle parmi les assistants sociaux et assistantes sociales des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire (art. D. 550).

Les délégués sont au contraire des personnes bénévoles. Ils sont agréés par le Ministre de la Justice sur proposition du Juge de l'application des peines. Leurs fonctions ne donnent pas lieu à rémunération. Le ministre qui leur a accordé l'agrément peut également le leur retirer (art. D. 551).

Les membres actifs sont désignés par le président du comité et choisis parmi les personnes particulièrement qualifiées pour apporter une collaboration utile à l'action du comité (art. D. 552). Ils comprendront notamment des membres des sociétés de patronage (art. D. 552).

4. — L'AGENT DE PROBATION.

Il peut être constitué auprès du Comité de Probation, une association fonctionnant sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901. Son but est de soutenir et de prolonger son action par une aide matérielle aux condamnés, par la création de foyers et de centres d'hébergement. (Art. D. 567, D. 568).

L'organisation de ces associations est fixée dans les articles A. 48, 49, 50, 51, 52.

L'Agent de Probation a un rôle particulièrement important aux côtés du Juge de l'application des peines. En effet, chaque condamné est pris en charge par un Agent de Probation désigné par le Juge de l'application des peines. (Art. D. 557, al. 1). En cas de besoin, celui-ci peut charger de ces fonctions une assistante sociale, un assistant social ou un délégué. (Art. D. 557, al. 2).

Les fonctions importantes de l'Agent de Probation sont énumérées par l'art. D. 558.

« L'Agent de Probation conserve un contact suivi avec le condamné. A cet effet, il le convoque au siège du Comité et le visite à sa résidence et au lieu de son travail.

Il adresse trimestriellement au Juge de l'application des peines un rapport sur le comportement du condamné. Il s'assure que celui-ci se soumet aux mesures de contrôle et de surveillance et aux obligations qui lui sont imposées.

Si le condamné s'y soustrait, il en rend compte sans délai au Juge de l'application des peines. Il propose au Juge tout aménagement ou modification de ces mesures, ainsi que les actes d'assistance qui lui semblent utiles à l'égard du condamné dont il a la charge.

Il effectue dans le ressort du Comité toutes les démarches et enquêtes utiles à l'exécution de son service ».

Les Agents de Probation et les personnes qui en font fonction sont tenus au *secret professionnel* (art. D. 562).

« A l'exception des renseignements qui auraient été recueillis par voie de confidences faites par les intéressés, les magistrats, fonctionnaires et personnes ci-dessus désignées ne peuvent toutefois opposer le secret aux autorités qualifiées par la loi pour être tenues informées du comportement des condamnés placés sous contrôle et pour en tirer les conséquences de droit ». (Art. D. 562, al. 3).

C. — La conduite du sursis avec mise à l'épreuve

1. — LA DURÉE DE LA PÉRIODE DE PROBATION varie entre un minimum de trois ans et un maximum de cinq ans. La durée dans chaque cas particulier est fixée par le Tribunal au moment du prononcé de la condamnation. (Art. 738).

2. — LE BÉNÉFICIAIRE DU DÉLAI D'ÉPREUVE est dispensé de l'exécution de la peine. Cependant, sa condamnation figure aux bulletins numéro 1 et 2 du casier judiciaire. (Art. 768 1°, 775 3° et 777 du Code de procédure pénale).

3. — LES OBLIGATIONS.

Aux termes de l'article 739 du Code de procédure pénale, le régime de la mise à l'épreuve comporte pour le condamné l'observation des mesures de surveillance et d'assistance prévues par un règlement d'administration publique, en vue du reclassement social des délinquants. Il comporte également l'observation de celles des obligations prévues par le règlement d'administration publique et qui lui auraient été imposées spécialement par l'arrêt ou le jugement de condamnation.

La mise à l'épreuve comprend donc des *mesures générales* de surveillance et d'assistance et des *mesures particulières*, choisies dans une liste établie à l'avance en fonction de la personnalité particulière du condamné.

Les mesures et obligations « ne sauraient porter atteinte à la liberté d'opinion de ceux qui y sont soumis, ni à leurs convictions religieuses ou politiques » (Art. R. 52).

Notons au passage que le sursis avec mise à l'épreuve ne peut pas s'appliquer, de ce fait, aux infractions politiques.

a) *Mesures générales de surveillance.*

L'article R. 56 du Code de procédure pénale les énumère.

1° Répondre aux convocations du Juge de l'application des peines ou de l'Agent de Probation compétent.

2° Recevoir les visites de l'Agent de Probation et lui communiquer les renseignements ou documents de nature à permettre le contrôle de ses moyens d'existence.

3° Justifier éventuellement des motifs de ses changements d'emploi ou de résidence.

4° Prévenir l'Agent de Probation des changements de résidence ainsi que de toute absence ou de tout déplacement dont la durée excéderait huit jours et prévenir le même agent de son retour.

5° Obtenir l'autorisation préalable du Juge de l'application des peines pour tout déplacement à l'étranger.

b) *Mesures générales d'assistance* (Art. R. 57).

« Les mesures d'assistance ont pour objet de susciter et de seconder les efforts du condamné en vue de son reclassement social, et notamment de sa réadaptation familiale et professionnelle.

Elles s'exercent sous la forme de l'aide morale et, s'il y a lieu, de l'aide matérielle apportée par l'Agent de Probation et par le Comité de Probation ou sur leur intervention, par tout organisme d'assistance ou d'aide sociale ».

On remarquera la grande marge de liberté et d'initiative personnelle laissée à l'aide, par les termes vagues de ces dernières mesures.

S'il s'agit d'un mineur de 18 à 21 ans qui a fait antérieurement l'objet d'une mesure éducative, le Juge des enfants, possédant dans ce cas la compétence du Juge de l'application des peines, pourra assembler les mesures de mise à l'épreuve et les mesures éducatives. (Art. 744).

La même solution doit être adoptée lorsque c'est le Tribunal pour enfants lui-même qui a prononcé la peine assortie du sursis avec mise à l'épreuve. (Art. C. 994).

c) Mesures individuelles.

I. — *Obligations positives.* — L'article R. 58 déclare que : « L'arrêt ou le jugement plaçant le condamné sous le régime de la mise à l'épreuve peut lui imposer spécialement l'observation de l'une ou plusieurs des obligations suivantes :

1° Exercer une activité professionnelle ou suivre un enseignement ou une formation professionnelle.

2° Etablir sa résidence en un lieu déterminé.

3° Se soumettre à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, même sous le régime de l'hospitalisation, notamment aux fins de désintoxication.

4° Contribuer aux charges familiales ou acquitter régulièrement les pensions alimentaires.

5° Réparer les dommages causés par l'infraction ».

— II. — *Obligations négatives.*

L'article R. 59 déclare que : « L'arrêt ou le jugement peut également imposer au condamné :

1° De ne pas conduire certains véhicules déterminés par les catégories de permis mentionnés à l'article R. 124 du Code de la Route.

2° De ne pas fréquenter certains lieux tels que les débits de boissons, champs de courses, casinos, maisons de jeu, établissements de danse, etc...

3° De ne pas engager de paris, notamment dans les organisations de paris mutuels.

4° De s'abstenir de tout excès de boissons alcoolisées.

5° De ne pas fréquenter certains condamnés, notamment les co-auteurs ou complices de l'infraction.

6° De s'abstenir de recevoir ou d'héberger à son domicile certaines personnes, notamment la victime de l'infraction s'il s'agit d'un attentat aux mœurs ».

D'après l'article R. 61 : « Pendant le temps de sa présence sous les drapeaux, le condamné placé sous le régime de la mise à l'épreuve est soustrait aux mesures de surveillance et d'assistance et, le cas échéant, aux obligations imposées spécialement par l'arrêt ou le jugement. Dès son retour à la vie civile, il doit se présenter au Juge de l'application des peines de sa résidence, si le délai de mise à l'épreuve n'est pas expiré ».

d) Possibilités de modification de ces mesures.

Le législateur, pour donner plus de souplesse à cette thérapeutique du délinquant, a donné le pouvoir au Juge de l'application des peines de modifier ou de supprimer les conditions de la mise à l'épreuve.

L'article 741 déclare que « si au cours du même délai, il apparaît nécessaire de modifier, d'aménager ou de supprimer les obligations auxquelles est soumis le condamné, le Juge de l'application des peines du lieu de sa résidence peut, soit d'office, soit sur réquisition du ministère public, soit à la requête de l'intéressé, ordonner leur modification, leur aménagement ou leur suppression ».

D. — Le condamné qui se conduit bien pendant le délai de l'épreuve va bénéficier d'un effacement de sa condamnation selon l'article 745 :

« Si, à l'expiration du délai fixé en application de l'article 738, l'exécution de la peine n'a pas été ordonnée dans les conditions prévues à l'article 742 et si le condamné n'a pas encouru une poursuite suivie d'une condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera considérée comme non avenue ».

L'article 746, al. 3, ajoute que les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation cessent d'avoir effet. L'article 775 et C. 996 précisent que la condamnation n'est plus mentionnée au bulletin N° 2 du casier judiciaire.

Enfin, d'après l'article 738, al. 3, si une condamnation antérieure avait été prononcée, assortie du sursis simple, elle est déclarée non avenue dans les mêmes délais et conditions que la seconde.

Le délai de l'épreuve ne peut être prolongé par personne, même par le tribunal, même si l'on craint, après une bonne conduite de trois ou cinq ans, que l'ancien condamné ne retombe dans la délinquance.

Par contre, d'après l'article 743, « si le condamné satisfait aux mesures de surveillance et d'assistance, et aux obligations imposées à son égard et si son reclassement paraît acquis, le Juge de l'application des peines peut saisir le Tribunal de Grande Instance du lieu où réside le condamné, afin que la condamnation soit déclarée non avenue. Le même droit appartient au Ministère public et au condamné.

Le Tribunal ne peut être saisi à cette fin avant l'expiration d'un délai de deux ans à dater du jour où la condamnation est devenue définitive.

La décision du Tribunal peut être frappée d'appel par le Ministère public et par le condamné ».

E. — Révocation

Le condamné qui, par contre, se conduit mal pendant la période probatoire est déchu de son sursis. Deux cas peuvent se présenter :

1. — RÉVOCATION POUR NOUVEAU DÉLIT SUIVI DE CONDAMNATION.

L'article 740 précise que : « Si, au cours du délai fixé en application de l'article 738, le condamné a encouru une poursuite suivie d'une condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, pour crime ou délit de droit commun, la peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde ».

2. — RÉVOCATION SUR DEMANDE DU SURSIS.

Si le sursitaire n'observe pas les obligations qui lui ont été imposées (art. 742), « le Juge de l'application des peines peut

saisir le Tribunal de Grande Instance du lieu où réside le condamné afin de faire ordonner l'exécution de la peine. Le même droit appartient au Ministère public ».

Lorsque la situation est alarmante, « le Juge de l'application des peines peut, le Ministère public entendu, décider par ordonnance motivée que le condamné sera conduit et retenu à la maison d'arrêt ». Dans ces cas le Tribunal doit statuer dans les trois jours de l'incarcération (art. 742, al. 2). Les décisions du Tribunal sont susceptibles d'appel de la part du condamné et du Ministère public (art. 742, al. 3).

CONCLUSION

Il ressort de ce bref examen des textes législatifs que le sursis probatoire est une peine extrêmement *originale* : en effet, jusqu'alors les mesures judiciaires classiques ne s'inscrivaient pas dans le temps : la peine était fixée au moment du jugement dans l'état présent de la personnalité du condamné. On ne tenait pas compte de son potentiel évolutif propre et de ses possibilités de réadaptation. L'aspect *définitif* de la chose jugée *disparaît* tout à coup dans la Probation. Il s'agit alors d'une peine souple à visée thérapeutique, sans cesse *aménageable* selon les efforts, les chutes ou les besoins du condamné. La mission du Juge de l'application des peines consiste justement à prendre en charge le délinquant et à essayer de le réintégrer dans la société grâce aux multiples possibilités d'aménagement de la Probation.

DEUXIEME PARTIE

LE REGIME DE LA PROBATION A DIJON

CHAPITRE PREMIER

INSTALLATION

Comment cette législation si prometteuse fut-elle appliquée à Dijon ?

Les premiers essais eurent lieu en 1959. *Le Juge de l'application des peines* fut nommé au mois d'août.

Auparavant déjà, un magistrat exerçait les fonctions de Président d'un Comité d'assistance aux détenus libérés. Ce Comité existait depuis la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle. Il avait pour mission d'aider tous les libérés conditionnels, mais aussi, sur demande, les libérés définitifs.

La mission qu'entreprenait le premier Juge de l'application des peines se situait en fait dans la même optique que celle du Président du Comité d'assistance aux détenus libérés. Il s'agissait, là encore, d'aider des individus délinquants, souvent inadaptés sociaux, à se réinsérer dans leur vie familiale et professionnelle. Mais de nouveaux moyens d'action lui donnaient des possibilités d'influence plus satisfaisantes sur le libéré : ceci par les obligations et la possibilité de révocation du sursis avec mise à l'épreuve.

Il est utile de remarquer que le Juge de l'application des peines ne consacre pas tout son temps à la Probation. Il participe aux mêmes tâches que ses collègues du siège et notamment fait partie du Tribunal correctionnel.

Ceci est peut-être regrettable, car les activités de ce magistrat sont multiples et le surchargent.

Mais à côté de cet aspect négatif, il faut considérer combien le Juge de l'application des peines peut être un conseiller compétent auprès du Président du Tribunal, par la connaissance qu'il a du dossier du futur probationnaire et du sursis avec mise à l'épreuve en général. Il sait mieux que quiconque juger si le condamné est capable ou non de profiter de la Probation.

Enfin, le Juge de l'application des peines peut siéger aux audiences de révocation. Il connaît le probationnaire, l'a suivi dans ses échecs et expose au Tribunal les motifs de révocation.

Aux côtés du Juge de l'application des peines, une *assistante sociale de l'Administration pénitentiaire* tient également le rôle d'agent de Probation. Quelques délégués, rares mais efficaces, complètent ce premier Comité de Probation.

Les années passant, il fut évidemment souvent question d'élargir ce Comité. Mais la carence de personnel compétent ne l'a malheureusement pas permis. La nomination d'un agent de Probation distinct de l'assistante sociale eût été souhaitable. Mais les agents de Probation recrutés, nous l'avons dit, parmi les éducateurs de l'Administration pénitentiaire ayant au moins cinq ans d'exercice, sont presque introuvables tant ils sont rares par rapport au nombre de postes à pourvoir.

A défaut de véritable agent de Probation, des agents contractuels pourraient remplir leurs fonctions. Ils seraient recrutés surtout parmi les fonctionnaires en retraite de la Police ou de l'Armée. Il s'agit de personnes de bonne volonté, mais qui ont eu jusqu'alors pour principale activité de réprimer les fautes, de commander, plus que d'éduquer. On peut se demander si leur orientation d'esprit pourrait être modifiée pour bien considérer dans la Probation, non point une peine en premier lieu, mais un moyen de rééducation du délinquant par lui-même. C'est pourquoi il n'a jusqu'alors pas été fait appel à ce recrutement.

CHAPITRE II

ORGANISATION — STRUCTURE ACTUELLE

Actuellement, le Comité de Probation est peu différent du Comité de 1959. Le Juge de l'application des peines dispose d'un cabinet, l'assistante sociale d'un bureau. Quant au secrétariat, il était assuré jusqu'alors de manière sporadique. Dans un très proche avenir, une secrétaire à plein temps l'assurera de manière permanente.

En dehors du Comité de Probation, des psychologues et des médecins collaborent avec lui. Leur rôle consiste surtout à établir des enquêtes de personnalité pour les premiers ; quant aux médecins, il s'agit surtout de psychiatres ; il leur est souvent demandé soit d'expertiser au point de vue mental un probationnaire éventuel, soit de suivre et traiter au cours de visites régulières un sursitaire présentant un trouble de l'adaptation sociale.

Enfin, dans d'autres cas, l'un d'eux, chef de service à l'hôpital psychiatrique départemental, a pour mission de traiter les alcooliques pour lesquels l'obligation de subir une cure de désintoxication était imposée par le jugement.

CHAPITRE III

FONCTIONNEMENT

Dans la pratique, quel chemin va suivre le nouveau probationnaire ?

A. — A L'AUDIENCE, le Président du Tribunal, après avoir prononcé le jugement, fait remettre au condamné une feuille où sont mentionnées toutes les obligations imposées. Celui-ci est mis au courant de ce qu'est le sursis avec mise à l'épreuve et des risques qu'il court s'il commet un nouveau délit ou s'il ne respecte pas les obligations.

Après l'audience, le condamné se rend au bureau de l'assistante sociale.

C'est là qu'il va prendre réellement conscience, dans la plupart des cas, de ce qu'est la Probation. En effet, pendant l'audience, ému par la majesté du Prétoire et un peu déséquilibré par une éventuelle détention préventive, le condamné n'est pas très apte à saisir l'étendue de ce qui lui est proposé. Il arrive déjà soulagé de son angoisse chez l'assistante sociale. Les contacts sont simples, faciles. D'emblée il se sont *pris en charge* : on lui explique à nouveau que la mesure prise à son égard n'est pas une brimade, mais un moyen qui lui est offert de se réhabiliter, de trouver un nouvel équilibre.

L'assistante sociale précise que le probationnaire va trouver l'aide qu'il souhaite pour ses problèmes. Elle s'enquiert si le condamné a du travail, un logement ; sinon elle offre de l'aider dans ses recherches, car il n'est pas question dans cette première visite de s'imposer ni de menacer.

Il suffit, et c'est l'essentiel, de gagner la confiance du probationnaire, de faire tomber sa méfiance pour tout ce qui touche à la Police et la Justice. Le plus souvent, le nouveau probationnaire quitte le Tribunal sans décision d'avenir bien définie, mais il ne se sent plus seul.

Il est convoqué à la permanence de l'assistante sociale quelques jours après, afin de revoir sous un angle pratique les questions déjà posées : emploi, ennuis pécuniaires, difficultés familiales, etc...

Chaque condamné est vu une première fois par le Juge de l'application des peines dans les jours suivant le prononcé de la peine. C'est de lui que vont venir toutes les décisions importantes régissant la vie du probationnaire pendant les trois ou cinq années à venir. Puis ce dernier suit les délinquants au travers des dossiers tenus à jour par l'assistante sociale.

Si un problème délicat se pose, si l'autorité a besoin de menacer le probationnaire défaillant, le Juge de l'application des peines le convoque à son cabinet.

On notera que le délai d'appel n'est pas respecté en fait dans ce que nous venons de citer : le probationnaire se présente à l'assistante sociale la plupart du temps aussitôt après l'audience. Il semble en effet plus utile de respecter l'esprit que la lettre de la législation ; le délinquant doit se sentir immédiatement soutenu dans l'épreuve qui lui est imposée et qu'il n'a pas encore bien comprise. Malgré les nombreuses explications données, il arrive malheureusement qu'il n'ait pas bien saisi ce qu'on attend de lui.

En effet, soulignons-le, l'avis du délinquant n'a pas été requis avant que la Probation ne lui soit attribuée (le système français diffère en cela de la loi britannique). Il peut ne voir dans la Probation que la liberté et refuser son but éducatif. Dans ce cas, la Probation est, le plus souvent, vouée à l'échec.

D'autres fois, le probationnaire voudrait bien comprendre, mais ses facultés intellectuelles trop faibles ne le lui permettent pas : c'est le cas des débiles mentaux, incapables dans la majorité des cas de saisir ce que la Justice attend d'eux.

B. — DANS LES MOIS QUI SUIVENT, le rôle de l'assistante sociale ou du délégué va continuer à jalonner la vie du sursitaire. Il se manifestera dans les visites à domicile ou sur le lieu du travail. Là, nous ferons remarquer tout le tact et la discrétion qui doivent être respectés dans ces démarches. Le probationnaire ne veut pas avoir l'air d'être surveillé. Il faut éviter à tout prix de le dresser contre la Justice, de perdre sa confiance.

Le condamné devra, de plus, se rendre aux convocations de l'assistante sociale. Le rythme de ces rencontres est très varia-

ble. Il dépend des besoins d'assistance de l'individu, de l'aide qu'il reçoit dans sa propre famille.

En général, les sursitaires se rendent très volontiers à ces convocations. Parfois même, ils se présentent spontanément, montrant par là qu'ils ont parfaitement compris l'esprit de la Probation.

L'agent de Probation, ou l'assistante sociale qui en fait fonction pendant toute cette période, est le lien entre le condamné et son employeur, la Justice, les créanciers, le percepteur, etc... Il arrive fréquemment que les débiteurs du condamné aient hâte de recouvrer leurs biens et pressent celui-ci de réparer les dommages. Ils se font même parfois aider dans ces démarches par un officier ministériel. Or, cette réparation est prévue, la plupart du temps, dans les obligations : le délinquant doit effectuer lui-même le remboursement de ses dettes et en prélever le montant sur son salaire mensuel. La Probation protège alors le délinquant dans ses efforts, calme l'impatience des débiteurs et permet à la sagesse de la Justice de poursuivre son œuvre éducatrice.

Si une difficulté grave se présente, l'agent de Probation en réfère au Juge de l'application des peines. Celui-ci convoque alors le condamné. Il doit, selon les cas, l'encourager ou le menacer si cela est nécessaire.

Un des intérêts de ces visites est de consolider la stabilité des délinquants dans le domaine de l'emploi et de la résidence en particulier.

Il faut reconnaître que la « liberté » de ce temps d'épreuve est assez relative.

En fait, le problème de la Probation réside dans l'acceptation volontaire des entraves de l'épreuve par le probationnaire. Il les assume volontiers, même s'il lui en coûte, s'il a compris que là réside son plus grand intérêt.

CHAPITRE IV

REALISATION PRATIQUE — LES RESULTATS

A. — Analyse des dossiers

On imagine quelle charge considérable représentent à Dijon la surveillance et la prise en charge des probationnaires, avec un nombre aussi restreint de personnes.

De 1959 à août 1964, 157 probationnaires avaient déjà vécu leur mise à l'épreuve, ou étaient en train de le faire.

1. — TRIBUNAUX AYANT PRONONCÉ CETTE MESURE.

Parmi les 157 probationnaires étudiés, 123 étaient d'origine dijonnaise ; les peines avaient été prononcées par le Tribunal correctionnel dans 88 cas ; par la Cour d'appel dans 34 cas ; et par la Cour d'Assises de la Côte-d'Or dans un cas.

Les autres probationnaires, après changement de résidence, venaient de différentes régions de France :

	cas		
T.C. de la Seine	5	C.A. de Paris	1
T.C. de Chalon-sur-Saône	3	C.A. de S.-et-Loire	1
T.C. de Nevers	1	T.C. Montbéliard	3
T.C. de Strasbourg	1	T.C. Nancy	1
T.C. de Metz	1	C.A. Nancy	1
T.C. de Nice	1	T.C. Besançon	1
T.C. de Chaumont	8	T.C. Dôle	1
T.C. de Lons-le-Saunier	1	T.C. Mulhouse	1
T.C. de Thionville	1	T.C. Lyon	1
T.C. de Mâcon	1		

2. — EVOLUTION DANS LE TEMPS.

D'emblée, le sursis avec mise à l'épreuve a rencontré un accueil favorable dans la Cour d'Appel de Dijon et les différents Tribunaux du ressort :

— En 1959, 9 sursis avec mise à l'épreuve furent prononcés.

— En 1960, cette mesure s'étend avec 35 nouveaux probationnaires.

— En 1961, 22 condamnations sont assorties du sursis probatoire.

L'année suivante, le nombre de probationnaires est identique, alors que 1.170 condamnations à la peine d'emprisonnement furent prononcées.

L'année 1963 voit à nouveau 22 probationnaires, au sein de 1.198 condamnés à une peine d'emprisonnement.

Enfin, en 1964, pour 1.374 peines d'emprisonnement, 23 délinquants entrèrent dans la Probation.

3. — LE DÉLINQUANT.

En approfondissant l'étude des dossiers, on est conduit à une autre constatation : en effet, le nombre des délinquants primaires ayant bénéficié de la mesure est beaucoup plus élevé que celui des récidivistes :

96 probationnaires pendant ces 6 années étaient des délinquants primaires ;

37 étaient des récidivistes anciens sursitaires ;

15 étaient des récidivistes anciens détenus ;

Et enfin, 9 étaient des récidivistes jeunes n'ayant pas été détenus.

4. — LE DÉLIT.

Quant à la nature des délits généralement retenus, le vol domine très nettement :

74 cas de vol sont relevés dans nos dossiers.

L'abandon de famille vient ensuite avec 22 cas.

Ici se place une utilisation ingénieuse, par les Tribunaux, de la probation : l'obligation de payer la pension alimentaire est toujours imposée et la carence de son règlement peut entraîner la révocation du sursis. Sans la Probation, il n'aurait pas été possible de contraindre le condamné à participer aux charges de la famille.

Dans ce cas précis, il semble que la Justice recherche surtout la réparation du dommage causé, plus que le traitement pénal

du délinquant. Mais, en fait, le paiement régulier de la pension alimentaire peut être considéré comme un premier gage d'amendement, même si c'est « la main forcée ».

De plus, ce moyen permet parfois d'éviter une rupture entre les enfants et le père de famille.

— 21 cas correspondent à une condamnation pour conduite en état d'ivresse et ivrognerie.

— Les autres délits sont plus rares :

Abus de confiance : 9 cas.
Outrages publics à la pudeur : 9 cas.
Violences : 8 cas.
Blessures involontaires : 2 cas.
Proxénétisme : 2 cas.

(Des controverses sont nées à ce sujet : certains magistrats prétendent que le proxénétisme est insurveillable et fuyant et que, de ce fait, il ne peut pas bénéficier de la Probation. Nous reviendrons plus loin sur ce point).

Défaut de permis de conduire plus délit de fuite : 2 cas.
Outrages à agents liés à l'état d'ivresse : 2 cas.
Dénonciation calomnieuse : 1 cas.
Incendie volontaire : 1 cas.
Avortement criminel : 1 cas.

5. — LA CONDAMNATION.

Les châtiments ayant suivi ces délits sont des peines d'emprisonnement de durée variable :

— inférieure à 6 mois : 123 cas ;
— comprise entre 6 mois et 1 an : 17 cas ;
— 1 an : 8 cas ;
— 18 mois : 2 cas ;
— 2 ans : 4 cas ;
— 3 ans : 3 cas.

6. — DURÉE DE LA MISE A L'ÉPREUVE.

Dans la plupart des cas, le délai d'épreuve a été fixé à 3 ans. Dans 20 cas, il a été de 5 années.

7. — LE CHOIX DES PROBATIONNAIRES.

Il dépend en premier lieu de la personnalité du condamné et de ses possibilités de redressement en second lieu. Quels sont les éléments qui guident les Tribunaux dans ce choix ?

— *L'âge* du condamné intervient pour une part importante : la Probation, actuellement, est appliquée de préférence à l'adulte jeune :

- 61 probationnaires avaient entre 20 et 30 ans ;
- 22 délinquants avaient 19 ans ;
- et 4 dix-huit ans.
- Parmi les adultes, 36 probationnaires se situaient entre 30 et 40 ans ;
- 20 autres entre 40 et 50 ans ;
- enfin, 11 délinquants avaient entre 50 et 60 ans.

— *L'origine sociale* des probationnaires est le plus souvent urbaine : 105 cas parmi les dossiers étudiés.

— *L'étude des professions* explique l'importance de l'obligation : « Exercer une activité professionnelle ou suivre un enseignement ou une formation » : en effet, parmi nos probationnaires :

- 27 étaient sans profession au moment du délit ;
- 23 avaient un emploi de manœuvre.

La plupart des probationnaires sont des manuels.

8. — LES OBLIGATIONS.

L'application du traitement pénal à la personnalité du condamné se traduit par le choix des obligations particulières, les obligations générales étant obligatoires.

— 109 dossiers comportent des obligations précises :

- Exercer une activité professionnelle : 52 cas.
- Contribuer aux charges familiales ou payer une pension alimentaire : 26 cas.
- Obligation de résidence : 29 cas.
- Réparation du dommage causé : 13 cas.
- Abstention de tout excès de boissons alcoolisées : 35 cas.
- Obligation de suivre des soins : 29 cas.
- Interdiction de fréquenter certains lieux : 33 cas.
- Interdiction de fréquenter co-auteurs et complices : 4 cas.
- Mener une vie régulière, se bien conduire : 3 cas.
- Ne pas conduire certains véhicules : 2 cas.

9. — DOSSIER DE PERSONNALITÉ.

On peut se demander si le choix du probationnaire s'est appuyé, comme il serait très souhaitable, sur une expertise ou un examen de personnalité de l'inculpé.

Ces examens sont encore peu nombreux. On relève :

- 4 examens de personnalité ;
- 34 expertises mentales ;
- 13 enquêtes familiales ont été utilisées.

On est frappé par le nombre très restreint des expertises mentales. En considérant le grand nombre de délinquants présentant des troubles de la personnalité, on souhaiterait que ces examens soient beaucoup plus fréquemment demandés. Les résultats du sursis probatoire ne pourraient qu'être plus fructueux.

B. — Etude synthétique des dossiers

1. — On peut donc dire, à la vue des dossiers, que le sursis avec mise à l'épreuve a été attribué *de manière assez régulière* depuis 1959, mise à part une pointe la deuxième année de son installation à Dijon.

On peut mettre en parallèle cette stabilité avec la stagnation des moyens mis à la disposition du Juge de l'application des peines et du Comité de Probation.

2. — Si l'on considère *le nombre des sursis* avec mise à l'épreuve par rapport aux autres condamnations, à des peines de prison, il est évident que ces chiffres sont faibles.

On peut se demander si les magistrats, d'abord prudents devant une mesure assez révolutionnaire, n'ont pas craint de surcharger le Comité de Probation en lui confiant trop de probationnaires. Ne valait-il pas mieux venir correctement en aide à 22 probationnaires, que d'en mal suivre davantage, lesquels seraient livrés à eux-mêmes ?

En fait, il semble qu'il existe à ce niveau un manque d'information des magistrats. Le Comité de Probation, bien que restreint, pouvait suivre de manière efficace un plus grand nombre de probationnaires. D'autre part, si les sursitaires avaient été plus nombreux, le Comité aurait eu plus de poids pour demander de l'aide à l'Administration pénitentiaire.

Il semble donc que la Probation à Dijon ait été freinée par l'insuffisance de l'équipement, comme dans bien d'autres Juridictions, mais également, et cela est dommage, par un manque d'information des magistrats, des possibilités qui leur étaient offertes.

3. — La majorité des sursis avec mise à l'épreuve est attribuée — les chiffres cités le prouvent — à *des délinquants primaires*. En second lieu viennent les récidivistes anciens sursitaires. Ces chiffres font penser que les magistrats n'ont pas osé prendre trop de risques avec cette mesure nouvelle.

Mais l'expérience prouve, d'autre part, que cette thérapeutique pénale est plus efficace chez un délinquant primaire que chez un récidiviste.

Revenons aux cas précis examinés. Parmi les 38 probationnaires ayant mené à bien leur épreuve, 26 n'avaient jamais été condamnés.

11 étaient d'anciens sursitaires, ou de jeunes délinquants ayant bénéficié antérieurement de la liberté surveillée. D'autres parmi eux n'avaient eu que des peines d'amende.

1 seul était récidiviste.

Au contraire, parmi les 35 sursis avec mise à l'épreuve révoqués, on trouve :

8 récidivistes ;

17 anciens sursitaires ou délinquants ayant été placés en liberté surveillée ;

10 délinquants primaires.

Il semble donc, dans une première approximation, que le délinquant primaire soit en effet plus réceptif à la Probation que le récidiviste.

4. — *L'étude des délits* met en évidence la majorité écrasante des vols. Ensuite viennent les délits d'abandon de famille et les délits dus à l'éthylisme aigu ou chronique.

5. — *Quant à l'âge* des probationnaires choisis, il se situe le plus souvent entre 20 et 30 ans. Le jeune adulte paraît donc, aux yeux des magistrats, plus malléable et réadaptable que l'adulte de la deuxième moitié de la vie.

6. — L'étude du pivot de la Probation concerne *ses moyens d'action* : les obligations, et surtout les obligations particulières et sélectionnées. Les 2/3 environ des probationnaires étudiés avaient des obligations particulières à respecter. Il est extrêmement regrettable que tous n'en soient pas pourvus. En effet, les obligations constituent justement le progrès essentiel du sursis probatoire par rapport au sursis simple. Ce sont elles qui personnalisent le traitement pénal. Elles sont le gage de

son efficacité. Sans elles, il ne semble pas que l'épreuve puisse être fructueuse.

Pourtant, dans les dossiers des probationnaires révoqués et dans ceux qui ont mené à bien leur épreuve, la même proportion d'obligations particulières a été attribuée.

L'obligation d'exercer une activité professionnelle est l'une des plus importantes. Même si elle n'est pas spécifiée dans le texte des obligations, le Juge de l'application des peines l'exige du probationnaire. Mais, si ce dernier s'y refuse, quel argument peut employer le magistrat pour convaincre ce délinquant ? Rien n'oblige le probationnaire à travailler s'il a suffisamment de revenus. Un instable n'ayant pas l'obligation de travailler régulièrement n'a que peu de chances d'amélioration. De même, et plus encore un proxénète, non tenu à exercer une activité professionnelle, sera d'autant plus insurveillable ; aucun moyen ne l'aidera à se réinsérer dans la société.

7. — Venons-en à l'étude du *choix des obligations* particulières dans la liste proposée aux magistrats.

Bien sûr, l'obligation d'exercer une *activité professionnelle* ou de subir une formation dans ce but est la plus fréquemment imposée. La réhabilitation du délinquant par le travail, l'oisiveté mère des vices sont des notions bien établies ; c'est là le premier chemin de la Probation.

L'alcoolisme mène à la délinquance. Ceci explique le nombre important d'interdictions de fréquenter les débits de boissons ou d'abuser de boissons alcoolisées. De même pour l'obligation de suivre une cure de désintoxication.

— *La cure de désintoxication éthylique.*

Il paraît nécessaire d'insister dès maintenant sur cette « obligation » qui nous paraît être un non-sens au point de vue médical.

En effet, tout traitement n'est efficace que s'il est proposé par le médecin et accepté par le malade. La cure de dégoût en est un exemple parfait. Pour qu'elle puisse être menée avec des chances de réussite, il est absolument indispensable que l'alcoolique soit fermement décidé à ne plus boire. Mais se sentant trop faible avec ses seules ressources, il demande une aide au dégoût, acquis, pour le vin.

Cette cure n'est pas terminée après les trois semaines d'hospitalisation. En effet, pour continuer à être efficace, le malade doit avoir la volonté de prendre chaque jour le médicament qui entretiendra ce réflexe acquis. Car celui-ci s'efface rapidement si la thérapeutique n'est pas poursuivie.

De plus, le malade est tenu de se rendre régulièrement en consultation auprès du médecin qui a dirigé la cure. Ce dernier vérifie si l'efficacité du traitement persiste, et si celui-ci est poursuivi. Le malade se sent pris en charge par son médecin, qui cherche à l'aider et à le protéger contre ses propres faiblesses.

On ne voit pas comment les choses pourraient se passer avec un malade non consentant. Accepterait-il la cure hospitalière dans le but d'éviter la révocation, il ne suivrait pas, bien sûr, l'indispensable cure d'entretien. Celle-ci ne peut même pas être imposée par un entourage plein de bonne volonté et qui le désirerait.

L'obligation de traitement, donc, choque l'esprit médical libéral. Il faut pourtant reconnaître qu'elle a décidé des probationnaires réticents qui, par la suite, ont su maintenir leur abstinence (dossier 60). Ainsi, ce père de famille de 9 enfants, 37 ans, chauffeur de camion, condamné pour conduite en état d'ivresse et délit de fuite. Il niait un alcoolisme pourtant ancien, ainsi que l'épisode aigu, pourtant confirmé par une alcoolémie à 2,85 g.

De faible volonté, mais très attaché à sa famille, cet homme a subi sa cure de désintoxication, à l'Hôpital psychiatrique départemental. Le Comité de Probation l'a aidé à payer ses dettes. Toute la famille l'a soutenu dans ses efforts. Il ne boit plus du tout.

Il faut préciser dès maintenant que ces bons résultats ne furent pas nombreux. Même sous la menace d'une révocation de sursis, les alcooliques désintoxiqués qui ont recommencé à boire ne sont pas rares (4 parmi les 5 cures figurant dans les obligations des sursitaires ayant terminé leur épreuve).

Parmi les Probations en cours, 6 cures de dégoût ont été réalisées. 3 délinquants semblent avoir cessé de boire. Les 3 autres ont recommencé. On ne peut pas tirer de conclusions de ces faits par manque de recul. Parfois une cure a été signifiée dans les obligations, mais devant le refus obstiné

du probationnaire, il a fallu patienter, essayer de le convaincre. Ces cas sont trouvés dans les dossiers en cours.

— *Autres traitements médicaux* figurant dans les obligations.

L'obligation de se faire traiter — le plus souvent pour une affection psychiatrique — est un peu différente. En effet, l'obligation porte sur la nécessité de consulter un médecin. Celui-ci conseille un traitement et essaie de convaincre le malade de son utilité.

Cette obligation suit toujours les conclusions d'une expertise médicale. Il n'en est pas de même pour la cure de désintoxication qui est souvent ordonnée sans avis médical préalable (dossiers 169, 115, 125, 156, 146), alors que ce dernier n'aurait peut-être pas été favorable.

Enfin, l'étude de ces obligations met en évidence un fait bien connu : *l'instabilité du délinquant* : 29 probationnaires ont une *obligation de résidence*. Il y a là un moyen sûr d'aider le probationnaire à une certaine persévérance dans sa conduite.

8. — Nous avons vu combien il serait souhaitable qu'un avis médical soit requis quand un traitement doit être envisagé pour le délinquant. Soulignons encore combien il serait bon également de faire pratiquer, comme le conseille le législateur, *un examen de personnalité* pour chaque futur probationnaire. L'examen de pré-sentence des Etats-Unis donne aux magistrats des éléments précis le renseignant sur les chances de réadaptation.

La notice individuelle contenue dans chaque dossier est certes fort utile, mais elle n'est pas rédigée par des personnes ayant la pratique des investigations psychologiques : elle ne dépasse pas le niveau du curriculum vitae. Cela est un peu court pour juger des possibilités de réadaptation d'un individu. La carence financière est sans doute à l'origine de cette lacune.

Ne peut-on pas penser que certains délinquants ont bénéficié du sursis simple alors que, si un examen de personnalité avait été réalisé à temps, le magistrat aurait jugé parfois le sursis probatoire plus judicieux ?

CHAPITRE V

BILAN DE L'ETUDE DU SURSIS AVEC MISE A L'EPREUVE

A DIJON

Parmi les 157 dossiers examinés, 35 correspondent à un sursis révoqué ; 38 probationnaires ont heureusement terminé leur épreuve. L'année 1964, par exemple présentait dans son bilan 13 révocations pour 86 sursis probatoires en cours ; 1963, 10 révocations pour 76 sursis en cours ; 1962, 5 révocations pour 73 Probations.

Le reste des dossiers correspond aux Probations en cours.

Parmi ceux-ci, on trouve :

1	sursis avec mise à l'épreuve attribué en	1959
2	—	1960
14	—	1961
20	—	1962
23	—	1963
23	—	1964

Il est impossible de préjuger de l'avenir pour les sursis attribués au cours de la dernière année étudiée. Mais il n'en est pas de même pour ceux des années précédentes.

Le sursis de 1959 avait été attribué à une femme dont le casier judiciaire était vierge (dossier 44). Cette personne avait détourné, à l'insu de tous, des fonds importants à la Caisse d'Epargne. Condamnée à 3 ans de prison, la Cour lui avait accordé 5 ans de mise à l'épreuve. Pendant ce temps, cette femme a changé de lieu de résidence avec sa famille et s'est créé un nouveau milieu de vie. Son temps d'épreuve s'écoule sans nouveau délit.

Deux sursis avec mise à l'épreuve de 5 ans furent attribués en 1960 et sont encore en cours. Il s'agit d'une condamnation pour abus de confiance et d'un vol. Les deux délinquants ne semblent pas avoir compris la Probation.

L'un est un grand instable, toujours très content de lui, qui a dû oublier son obligation d'exercer, d'une manière stable, une activité professionnelle (dossier 46).

L'autre, tout aussi instable, est en plus ivrogne et homosexuel. Il agit comme si la Probation n'existait pas pour lui.

On peut donc conclure qu'il s'agit de deux échecs de la Probation, bien que le sursis puisse se terminer sans révocation.

L'étude des résultats des sursis des années suivantes n'a pas été poursuivie, par manque de recul.

On peut se demander pourquoi il y a eu tant de révocations de sursis (35 cas) parmi nos probationnaires.

Dans 25 cas il s'agissait d'un nouveau délit, le plus souvent récidive du délit antérieur. Dans 10 cas, il s'agissait du non-respect des obligations.

La Probation à Dijon a donc été menée depuis 1959 avec des moyens modestes, mais assez efficaces.

Une majorité d'hommes jeunes, manuels pour la plupart, très souvent célibataires ou divorcés, ont été condamnés surtout pour :

- vol ;
- abandon de famille ;
- délit en rapport avec un éthylysme.

Les deux tiers des probationnaires furent soumis à des obligations particulières.

Ils furent suivis régulièrement par le Juge de l'application des peines et l'assistante sociale.

L'étude des résultats de la Probation permet de mettre en évidence trois classes de délinquant :

I. — *Le délinquant* a été nettement amélioré par l'épreuve. Ainsi le cas de ce manœuvre, grand buveur. A cause des obligations, il subit — avec ou contre son gré, nous ne le savons pas — une cure de désintoxication éthylique et suit régulièrement un traitement ; ceci en début de Probation. Par la suite, il ne boit plus, suit des cours de formation professionnelle accélérée, et aboutit ainsi à une promotion dans son travail (dossier 13).

Dans le cas particulier d'abandon de famille, les obligations comportent toujours celle de payer une pension alimentaire (dossier 26 par exemple). Les résultats sont bons en général.

Mais que dire de la valeur éducative du sursis avec mise à l'épreuve pour le père ? Il ne semble pas qu'elle ait dépassé l'incitation forcée à remplir un devoir.

II. — *La conduite sociale du délinquant* a été améliorée par absence de nouveau délit ou guérison d'un vice (éthylisme, outrage public à la pudeur, par exemple), mais le sursis avec mise à l'épreuve n'est intervenu dans cette amélioration que pour une part : ainsi, lorsque le probationnaire se marie, ou fait son service militaire, une stabilisation de l'individu intervient le plus souvent.

A l'appui de cette thèse, le dossier 65 présente le cas d'une jeune fille très instable, issue de parents divorcés. Elle a été condamnée pour vol. L'expertise mentale montre un déséquilibre profond de la personnalité par carence affective probable. Surveillée, aidée pendant sa Probation, cette jeune fille trouve son équilibre dans le mariage et tout particulièrement après la naissance de son premier enfant. La Probation l'a aidée pendant la période transitoire jusqu'à ce qu'elle se fixe dans l'équilibre familial.

III. — Nous trouvons malheureusement maintenant *l'aspect décevant de la Probation*. Nous ne considérons pourtant que les dossiers où le sursis a été mené jusqu'à son expiration légale, sans révocation. Dans ces cas, aucune amélioration évidente ne s'est produite chez l'individu au cours de la période d'épreuve.

Ainsi, ce débile de 24 ans (dossier 1) condamné pour vol. Instable, très influençable, il change constamment d'emploi. Le Juge de l'application des peines, l'assistante sociale doivent sans cesse intervenir, menaçant de révocation le délinquant s'il ne garde pas son travail.

L'assistante sociale du secteur a reçu la mission de l'assister à la fin de la Probation, qu'il ne sait même pas être terminée. L'intimidation pouvait seule intervenir dans ce cas, comme dans tous les cas de débiles mentaux que nous avons pu consulter. Le quotient intellectuel nécessaire pour comprendre la Probation et la vivre est insuffisant dans ce cas. Il semble donc que les débiles ne peuvent pas bénéficier de cette mesure.

Autre cas : ce jeune célibataire de 25 ans (dossier 5), buveur occasionnel, vole une camionnette. Il ne sait pas conduire. Au volant du véhicule, il défonce la vitrine d'un magasin ; aban-

donnant ensuite l'automobile, il va se coucher. Ces faits avaient lieu après d'importantes libations. Pendant son temps d'épreuve, malgré ses efforts, soutenu par le Juge de l'application des peines et le Comité de Probation, il recommence à boire. Une cure de désintoxication n'avait pas été proposée. Ce jeune homme est un bon ouvrier, mais il boit de plus en plus. Il est perdu de vue un mois avant la fin de son épreuve, le dernier acte étant une retentissante scène d'ivresse.

Il semble que dans ce cas, une cure de désintoxication aurait pu venir utilement en aide à ce garçon. L'obligation unique de ne pas fréquenter les débits de boisson s'est avérée inefficace.

Citons encore le cas de ce grand instable, névropathe certain, trouvant toujours des difficultés sur sa route, n'étant jamais satisfait dans ses emplois successifs.

Il a recours à chaque instant au service social pour que ce dernier découvre l'emploi idéal et avance de l'argent. Pour suivre les aspirations de Jean B..., l'assistante sociale effectue toutes les démarches nécessaires pour lui faire effectuer un stage de formation professionnelle accélérée. Lorsque celles-ci sont terminées, le garçon change d'avis et prend un emploi dans l'hôtellerie. Le sursis est alors terminé.

On peut donc conclure que les individus instables ou débiles ne peuvent pas trouver dans la Probation ce qu'ils ne possèdent pas en eux-mêmes. Le sursis probatoire *ne peut qu'épanouir* ce qui existe déjà chez l'individu. Pour les autres, même si la période d'épreuve se termine sans histoires, on peut craindre que les années suivantes ne les voient retomber dans les mêmes errements.

A ce titre, la Probation constitue rarement un véritable traitement de rééducation des délinquants. Elle demeure à ce point de vue certainement inférieure à d'autres mesures disciplinaires, telles que celle de la prison-école. La Probation demeure essentiellement une *aide transitoire* apportée à un délinquant dans une *période de crise*, afin de lui permettre une certaine stabilisation et de lui donner les meilleures chances d'une bonne réinsertion sociale.

TROISIEME PARTIE

**APPRECIATION CRITIQUE DU REGIME DU SURSIS
AVEC MISE A L'ÉPREUVE EN FRANCE**

Il est, bien sûr, hors de notre compétence d'établir un bilan critique à l'égard du sursis avec mise à l'épreuve. Cependant la lecture des dossiers que nous avons pu examiner, les échanges et discussions avec le Juge de l'application des peines et l'assistante sociale du Comité post-pénal, nous ont permis de formuler quelques réflexions sur la Probation considérée d'abord du point de vue juridique, puis du point de vue médical.

CHAPITRE PREMIER

LE POINT DE VUE JURIDIQUE

A. — Les conditions préalables d'attribution du sursis avec mise à l'épreuve

Reprenons le texte de loi.

1) D'emblée on est frappé par *l'aspect prudent et très limitatif* des conditions d'attribution de la Probation. La peine d'emprisonnement doit être prononcée pour infraction de droit commun. Une contravention de police ne peut pas bénéficier du sursis avec mise à l'épreuve. Cela est sans doute regrettable, puisque l'un des buts du sursis avec mise à l'épreuve est d'éviter les courtes peines de prison ; les contraventions de police de 5^e classe peuvent être sanctionnées par deux mois de prison. Le sursis simple est seul autorisé dans ce cas. (Art. 473 C.p. et art. 991 C.p.p.).

2) L'article 746 précise que le sursis avec mise à l'épreuve *ne s'applique pas au paiement des frais* du procès et des dommages-intérêts, mais aux peines accessoires résultant de la condamnation.

Insistons ici sur l'importance du remboursement progressif par le délinquant des dommages qu'il a occasionnés à autrui. Chaque mois, un certain pourcentage de la dette est prélevé sur le montant de la rémunération du condamné ; ceci l'oblige à fournir un travail effectif et l'aide donc dans son relèvement moral. De plus les débiteurs seront désintéressés par le voleur lui-même ; il faut éviter à tout prix que les parents de celui-ci, ayant hâte de se délivrer, à travers leur fils, des dettes contractées, remboursent celles-ci très vite sans que le délinquant lui-même ait à fournir un effort de longue haleine pour le faire. Il ne s'agit pas seulement en effet d'effacer le dommage causé ; bien plus difficile est la rééducation de l'auteur visant

à effacer les motivations qui l'ont poussé à commettre ce délit.

3) Nous avons vu que le sursis avec mise à l'épreuve ne pouvait être accordé si le délinquant avait déjà été condamné antérieurement à une *peine de prison supérieure à six mois*. Cette mesure de prudence est-elle justifiée ? La délinquance n'entraînant que peu de dommages pour la Société, est-elle la seule guérissable ?

4) Par contre, il paraît difficile d'accorder à nouveau le sursis avec mise à l'épreuve dans les cas où un précédent sursis probatoire se serait soldé par un échec. Encore faut-il que cette expérience de Probation ait été complète ; c'est-à-dire, le délinquant a-t-il été suffisamment entouré, l'a-t-on aidé à trouver du travail, un logis, à payer ses dettes ?

Lorsqu'une condamnation antérieure a été assortie d'un sursis simple, le problème est déjà différent. La Probation ne s'adresse pas au même genre d'individu que le sursis simple ; ce dernier aboutit à la liberté complète du délinquant, qui n'a à fournir aucune preuve de sa bonne conduite, si ce n'est l'absence d'un nouveau délit. La Justice lui « donne sa chance », mais ne lui fournit aucune aide, considérant que le délit commis n'était qu'un faux pas dans le contexte convenable de la vie sociale de l'individu. Par contre, le sursis avec mise à l'épreuve s'adresse à des délinquants dont la constitution mentale comporte une défaillance, ou qui souffrent d'une carence d'éducation de base. Ils ne peuvent pas, de par leurs seules forces, sortir de la délinquance où ils sont entrés plus ou moins consciemment. La Probation leur apporte ce qui leur manque pour acquérir leur équilibre : l'autorité compréhensive mais ferme du Juge de l'application des peines, la délicatesse et la lucidité, l'esprit pratique et constructif de l'assistante sociale.

Encore faut-il, bien sûr, que le sursis avec mise à l'épreuve ait été attribué à un condamné dont les besoins correspondaient aux ressources du Comité de Probation.

C'est là une des notions qui nous est apparue comme fondamentale dans la Probation : la nécessité d'une enquête précédant la sentence. Elle aide à mieux connaître la personnalité du délinquant et ses besoins. Rappelons qu'à Dijon,

parmi les 157 dossiers examinés, existaient 4 dossiers de personnalité et 34 expertises mentales.

Aux U.S.A., cette enquête est de première importance. Elle est réalisée par un officier de Probation que suivra plus tard le condamné si celui-ci bénéficie de l'épreuve.

90 % des prévenus font l'objet d'une enquête de pré-sentence ; sur ce nombre, 1/3 bénéficient de la Probation au jugement.

A la Probation de l'Etat de New-York, à la Cour suprême, 75 % des prévenus faisant l'objet d'une enquête passent par une clinique psychiatrique.

On voit donc l'importance accordée à cet examen. Il serait très souhaitable qu'une telle diffusion existe également en France, en multipliant les dossiers de personnalité, les expertises mentales, les enquêtes de personnalité. On peut penser que la Probation serait alors donnée plus largement et de manière plus judicieuse.

Sur le plan psychologique, en effet, un certain nombre d'éléments nous paraissent nécessaires pour qu'un individu puisse bénéficier de la Probation. Un examen de personnalité permettrait d'appliquer plus judicieusement cette mesure nouvelle.

Dans une perspective moins individualiste, on pourrait à la limite souhaiter un traitement applicable à l'ensemble des délinquants. Il ne s'agirait plus alors de traiter tel ou tel malade, mais plutôt de découvrir, afin de le transformer, le dénominateur commun constituant le caractère déviant de ces sujets.

B. — L'attribution du sursis avec mise à l'épreuve

1) *La Probation anglo-saxonne* exige l'accord écrit du condamné avant d'entrer en vigueur. En France, par contre, elle est imposée au condamné. On peut penser, bien sûr, que le détenu ne balancerait pas entre la liberté même amputée en partie par les obligations et la peine de prison ferme. Cependant ce temps de prison (le plus souvent inférieur à six mois) est beaucoup plus bref que le temps de Probation (trois ou cinq ans). Un condamné n'ayant aucun désir réel de s'amender, refusera peut-être les entraves de longue durée,

préférant recouvrer plus tôt sa liberté totale, même au prix d'un séjour en prison.

De toute manière, il semble que l'accord préalable du condamné constituerait une indispensable marque de respect de la personne.

2) *L'exécution de la Probation*, nous l'avons vu, repose sur le Juge de l'application des peines, qui en a l'entière responsabilité avec l'aide du Comité de Probation. C'est là une lourde charge, qui exige une formation et une orientation d'esprit particulières. On doit se réjouir à ce sujet de l'existence des réunions périodiques des J.A.P., de même que des Congrès de Criminologie ; les échanges permettant une confrontation toujours nécessaire au cours de ces expériences bien neuves.

3) Un problème se pose fréquemment quant *aux attributions respectives* de l'Assistante sociale et de l'Agent de Probation. Celui-ci serait chargé surtout de la surveillance des probationnaires, alors que celle-là exercerait surtout ses activités dans le domaine de l'assistance. En fait, ces attributions se mêlent, tous deux sont des éducateurs. Des oppositions par divergences de formations respectives font parfois se heurter ces collaborateurs. Très souvent d'ailleurs, dans les petits comités, les problèmes sont résolus à l'avance, car c'est l'Assistante sociale qui tient lieu d'Agent de Probation.

4) L'aide la plus proche pour le condamné est apportée par les *délégués bénévoles*. Ils posent un problème très épineux.

En effet, le délégué n'a pas de formation pénitentiaire ni juridique spéciales. Il n'a que sa bonne volonté, sa connaissance des hommes, son bon sens et son jugement. Toutes ces qualités sont indispensables à un délégué efficient ; mais elles sont très rarement réunies. Quelle sera l'influence d'un délégué n'ayant que sa bonne volonté sans lucidité suffisante ? Il se laissera bernier par un condamné rusé ou névropathe ; il pensera mieux connaître que le magistrat, par les confidences reçues, le pauvre délinquant condamné à tort et à qui chacun veut du mal. Cet autre oubliant la délicatesse avec laquelle il doit agir, menacera sans discernement le délinquant de révocation.

D'autres erreurs doivent être évitées, telle celle d'imposer au condamné ses propres décisions, même si elles sont bonnes

en soi. Le délégué n'est pas l'homme de bien qui vient exercer sa charité et donner l'exemple auprès de « l'homme de mal » ; il ne ferait que braquer le délinquant dans sa fierté et sa susceptibilité.

L'influence favorable du délégué essaiera de faire naître chez le délinquant les décisions de travail, la persévérance dans l'effort. Il ne s'agit pas de dire : faites ceci, c'est bien, ne faites pas cela, c'est mal ; ce sont là des méthodes souvent inacceptables pour le délinquant.

Une déléguée, rare en qualité, nous expliquait comment elle suscitait chez un jeune garçon, d'approche très délicate, le désir de gagner sa vie. « Tu vois, si tu travailles X. heures par semaine, tu pourras faire assez d'économies pour t'acheter une moto ». Quelques mois après, le garçon triomphant a rendu visite à la déléguée, lui redisant ses paroles ; comme elle l'avait annoncé, il avait pu s'acheter une moto ; c'était là une victoire.

Mais le bon délégué ayant toutes ces qualités de tact, de discrétion, de force de caractère, est rare. Les opinions à leur égard sont extrêmement partagées. Certains Juges de l'application des peines en réunissent un grand nombre qu'ils répartissent auprès des probationnaires du secteur ; d'autres se contentent de délégués plus rares, mais de qualité ; dans ces cas c'est l'Assistante sociale qui tient également ce rôle.

On conçoit donc la difficulté de trouver des délégués efficients.

Une remarque doit être faite au sujet des obligations de ces personnes ; il leur est en effet demandé de fournir un rapport trimestriel au Juge de l'application des peines au sujet de la conduite du délinquant.

La situation est alors fort délicate pour cet être qui met en jeu toute son influence afin de devenir l'ami, le conseiller du délinquant et qui doit en même temps rédiger un rapport sur sa conduite. Le Comité post-pénal a prévu le secret professionnel, mais celui-ci ne doit pas être opposé aux autorités désirant à juste titre être renseignées dans les détails sur la vie du délinquant.

Cependant le secret peut être gardé sur les renseignements recueillis par voie de confidences. Il est souhaitable que le probationnaire soit mis au courant de cet état de choses et qu'il sache que la confiance qu'il porte au délégué ne sera pas trahie.

Le travail du délégué bénévole est le reflet de l'action de la société travaillant à la réhabilitation de ses délinquants.

On peut regretter que la Probation soit si peu connue en France.

Si le délinquant vit dans un milieu social hostile ou indifférent à son épreuve, les difficultés de la réhabilitation sont d'autant accrues.

C'est pour cette raison que dans certains pays où l'esprit civique est très développé, les autorités demandent que les particuliers participent activement à ce processus de réinsertion sociale.

Aux Pays-Bas, le travail de réhabilitation est une fonction du gouvernement et du peuple ; dans l'application des mesures de Probation coopèrent des volontaires et des travailleurs sociaux à plein temps, qui sont en général membres d'œuvres privées, indépendantes de la Justice. On veille à ce qu'ils habitent le même quartier que le sujet qu'ils doivent aider ; on cherche également à ce que les valeurs sociales et religieuses soient analogues.

Il existe enfin, chaque année, dans tout le pays, un « rehabilitation day » au cours duquel les volontaires vont faire du porte à porte pour éduquer le public.

C. — Les obligations forment la clef de voûte de la Probation

Les mesures générales de surveillance sont obligatoires, les mesures particulières sont facultatives ; le législateur les énumère de manière précise et en principe limitative.

1° OBLIGATIONS GÉNÉRALES DE SURVEILLANCE.

a) Les convocations adressées aux probationnaires.

L'obligation de répondre aux convocations du Juge de l'application des peines ou de l'Assistante sociale constitue certainement un moyen de redressement du délinquant. C'est l'Assistante sociale que le délinquant voit de manière habituelle ; la périodicité de ces visites varie suivant la persévérance ou les faiblesses du condamné. Les convocations chez le Juge de l'application des peines seront rares, afin de garder à ces audiences prestige et autorité. Dans d'autres ressorts judi-

ciaires, à Lyon par exemple, les probationnaires sont convoqués une fois par mois régulièrement. Ce système est peut-être plus pratique administrativement si le nombre des probationnaires est élevé.

b) Les visites de l'Agent de Probation.

Elles sont indispensables sur le lieu du travail et dans la famille du probationnaire, au moins dans les premiers mois de la Probation. Si le sursitaire peut, au bureau de l'Assistante sociale, faire dans le secret des confidences ou exposer sans témoins ses difficultés, c'est dans sa maison et dans son travail que l'Assistante sociale pourra juger des résultats de la Probation.

Le travail est-il régulier, efficace ? Quelle est l'atmosphère familiale ? Le probationnaire est-il heureux dans son milieu de vie ? Bien sûr, l'Assistante sociale ou l'Agent de Probation devra agir avec grande discrétion. Il serait tout à fait néfaste pour l'avenir que des commérages naissent chez ses voisins ou ses compagnons de travail sur la surveillance dont il est l'objet.

Un cas particulier pose un problème. Si le rôle de l'Agent de Probation est tenu par une Assistante sociale, la surveillance de certains délinquants tels qu'un proxénète est à peu près impossible ; on voit mal cette personne visitant les lieux qu'affecte le probationnaire pour le rechercher éventuellement. Dans ce cas, il est souhaitable que l'obligation d'exercer une activité professionnelle ait été posée. Mais il n'en est pas toujours ainsi. Dans ce cas particulier, le proxénète probationnaire devient insurveillable.

S'il s'agit d'un délinquant pathologique, exhibitionniste par exemple, le rôle de l'Assistante sociale est encore très délicat. Des questions précises peuvent venir d'un médecin, d'un magistrat ; l'Assistante sociale peut seulement s'enquérir de la régularité des visites chez le médecin si elles ont été requises ; peut-être un Agent de Probation masculin pourrait-il plus facilement suivre ce probationnaire ?

c) Contrôle des moyens d'existence.

L'obligation de travailler n'est pas indispensable. Ceci peut surprendre et est certainement regrettable. Il est seulement

nécessaire que le probationnaire fournisse des preuves de ses moyens d'existence.

d) *Changement d'emploi ou de résidence.*

La lecture des dossiers de probationnaires met en évidence l'instabilité très fréquente de ceux-ci et leurs très nombreux changements d'emploi et surtout de résidence pendant la période d'épreuve.

Selon le texte de loi, rien ne peut les entraver. Il suffit que le probationnaire « justifie des motifs qui l'ont suscité à opérer ce changement », c'est-à-dire expose les motifs de déplacement de résidence, motifs qui doivent être vérifiables. Il n'a pas à attendre de permission du Juge de l'application des peines, c'est lui qui impose son choix, en toute liberté, au magistrat. Celui-ci doit alors transmettre le dossier du probationnaire au Juge de l'application des peines du nouveau lieu de résidence du délinquant. C'est en effet le Comité de Probation de ce lieu qui le prendra en charge et non le Comité de Probation du lieu où le jugement a été prononcé.

Il est évident que toutes ces mesures de contrôle ne laissent guère de place, théoriquement, à la confiance qu'on pourrait faire au condamné dans sa marche vers une réhabilitation. Elles ressemblent bien à des mesures de police et risquent d'entraîner une méfiance à l'égard de la Probation. Mais, soulignons-le, ces mesures ne sont prises de manière rigide qu'au début de la Probation, quand le délinquant est encore en période d'observation. Si son amendement paraît être en bonne voie, la surveillance devient beaucoup plus discrète et rapidement le condamné a l'impression de vivre sans chaînes.

2° LES OBLIGATIONS PARTICULIÈRES D'ASSISTANCE.

Ces obligations facultatives individualisent le traitement. Le Tribunal doit les choisir dans la liste fixée ; les possibilités d'adapter le traitement pénal au condamné sont donc limitées, bien que la majorité des cas soient envisagés.

Ne serait-il pas bon de proposer des mesures thérapeutiques et d'en laisser le libre choix au Juge de l'application des peines, qui connaîtra mieux la personnalité du délinquant.

Reprenons le texte de loi.

a) La première obligation consiste à exercer une *activité professionnelle* ; le condamné en a le libre choix ; mais il s'agit bien souvent d'un instable, d'un indécis, dont le passé judiciaire n'est pas vierge, qui n'a, souvent, pas de formation professionnelle précise. Cette obligation de travailler peut poser des problèmes pratiques. C'est alors que l'Agent de Probation sera précieux par son intervention auprès des employeurs et par sa persévérante patience devant le probationnaire.

b) *L'obligation de résidence.* — Cette mesure est différente de la mesure générale visant à éviter le vagabondage. Dans ce dernier cas le délinquant pouvait changer de résidence à son gré, pourvu qu'il en expose les motifs au Juge de l'application des peines.

Dans ce cas la résidence est fixée au début et c'est le Juge de l'application des peines qui pourra éventuellement, si la conduite du délinquant en cours d'épreuve le permet, ou si cela facilite son travail, autoriser un changement.

Cette obligation a pour but de soustraire le délinquant à l'influence néfaste d'un milieu de vie ; s'il habite par exemple un de ces quartiers que les sociologues appellent « aire de délinquance », les conditions de vie sont telles qu'il est extrêmement difficile, sinon impossible, d'y mener à bien un traitement pénal. Il serait évidemment très souhaitable de traiter le groupe en même temps que le délinquant.

Cette obligation imposée par le Juge du fond impose au condamné une résidence dans une ville, un arrondissement, dans sa famille, si les liens affectifs sont encore étroits et si l'harmonie y règne, ou bien encore dans un foyer déterminé.

A l'étranger, l'obligation de résidence est souvent une condition de l'épreuve. En Angleterre, en particulier, le « Criminal Justice Act » prévoit que le Tribunal peut obliger le probationnaire à résider dans un établissement déterminé. Il s'agira, compte tenu bien sûr du milieu familial, soit d'une pension agréée pour personnes mises en Probation, « Approved Probation Hostel », soit d'un foyer agréé pour probationnaire, « Approved Probation Home », ou tout autre établissement dont le nom est précisé dans l'ordonnance de Probation. Celle-ci fixe également la durée du séjour que le délinquant

est tenu d'y accomplir. Le législateur britannique a organisé avec minutie cette obligation de résidence.

c) *Obligation de se soumettre à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins.* — Cette obligation vise tous les condamnés dont l'état de santé est en relation directe avec le délit. Il s'agit en premier lieu des alcooliques et des toxicomanes auxquels la cure de désintoxication peut être imposée.

Cette mesure s'applique également aux malades mentaux, états dépressifs, névroses d'angoisse, sexopathies, épilepsie avec troubles psychiatriques, mélancolie, etc...

Mais il ne semble pas, d'après l'étude des dossiers des probationnaires dijonnais, que cette obligation vise seulement les cas où un rapport entre l'état de santé et le délit est reconnu.

Ainsi, un alcoolique ayant commis un vol à jeun peut très bien être soumis à l'obligation de subir une cure de désintoxication. Le magistrat vise ainsi à supprimer toute cause, même future, de délinquance. Les modalités d'application de ce traitement sont fixées par le Juge de l'application des peines (hospitalisation ou cure libre).

Soulignons au passage la nécessité de la libre adhésion du délinquant à cette mesure thérapeutique.

d) Le législateur désirant compléter cette obligation prévoit deux *interdictions* : celle de *fréquenter les débits de boisson* et celle de *consommer avec excès les boissons alcoolisées*.

Ces articles constituent bien sûr une nouvelle atteinte à la liberté individuelle ; combien plus encore l'obligation d'hospitalisation en vue d'un traitement médical.

Certains pays étrangers imposent aux probationnaires des mesures analogues. Ainsi aux Etats-Unis, les personnes qui se livrent à la prostitution et qui sont atteintes de maladies vénériennes ne sont placées sous Probation que si elles peuvent suivre un traitement médical adéquat.

En Angleterre, le « Criminal Justice Act » de 1948, autorise le Tribunal à imposer au délinquant malade mental de suivre un traitement dans un établissement spécialisé ; mais il est prévu que si l'intéressé peut prouver que son état ne nécessite pas de traitement, on ne pourra, sans son consentement, l'hospitaliser d'office. D'autre part, la durée du traitement ne pourra pas excéder douze mois à partir de la date de l'ordonnance de probation.

e) Enfin d'autres interdictions peuvent être signifiées dans des cas précis afin d'éviter la récidive du délit : *interdiction de fréquenter certains lieux dits « de plaisir »*, d'engager des paris, de fréquenter d'anciens complices. L'interdiction de conduire certains véhicules ne s'adresse pas seulement aux « chauffards », comme on pourrait le penser. Certains délinquants se servent de l'automobile comme moyen et lieu de séduction. L'interdiction de recevoir ou d'héberger certaines personnes concerne en premier lieu les proxénètes. Enfin deux obligations particulières ont pour but de réapprendre au délinquant ses responsabilités :

- Contribuer aux charges familiales ;
- Réparer les dommages causés par l'infraction.

Dans ces deux cas c'est au Juge de l'application des peines que revient de fixer les modalités d'application pratique de ces mesures, afin que le probationnaire puisse les réaliser sans qu'elles dépassent ses possibilités.

Le rappel des obligations a pour but de mettre en évidence la restriction de liberté individuelle du délinquant, pour son bien personnel, bien sûr, mais aussi pour le bien de la société. Ces dispositions ne deviennent-elles pas utiles seulement si le condamné a compris l'esprit de la Probation et si les obligations correspondent exactement à ses défaillances profondes. S'il accepte cette restriction de sa liberté pour en jouir ensuite de manière plus sage, son épreuve aura été constructive.

Le nombre de ces mesures particulières pourrait être multiplié autant qu'est diverse et complexe la psychologie du délinquant. D'après l'avis de certains Juges de l'application des peines, seules certaines obligations sont efficaces ; leur multiplication rendrait de plus la surveillance beaucoup plus difficile ; ce nombre limité semble donc justifié, pourvu seulement que des obligations particulières figurent dans le jugement. Ceci nous paraît indispensable pour la réussite de la Probation.

D. — L'exécution de l'épreuve

1) Sa durée.

Un fait évident nous frappe à la lecture des dossiers de sursis avec mise à l'épreuve terminés. Le temps de l'épreuve

se déroule souvent sans histoire ; mais certains condamnés ne seront en fait réhabilités que pour peu de temps ; un ivrogne, provisoirement abstinant, se remet à boire, tel autre a volé et va passer en jugement ; celui-ci cesse à nouveau de verser à son ex-femme sa pension alimentaire. Ce débile n'a pas commis de nouveaux délits, mais l'Assistante sociale du secteur le prend en charge, car il ne sait pas que sa Probation est terminée et il est incapable de conduire seul sa vie.

Parfois un délinquant occasionnel, surtout s'il se marie, a des enfants ou fait son service militaire, est guéri par le fait de ces événements. Un sursis plus court lui aurait suffi. On peut donc se demander si ces limites de 3 ans ou 5 ans d'épreuve sont les meilleures. On sait que le délai d'épreuve peut être arrêté deux ans après le jugement, mais pas avant. Si le délinquant donne de réelles preuves de bonne conduite, cette disposition constitue un stimulant très efficace.

Il semble qu'une plus grande souplesse serait souhaitable pour diminuer ou au contraire augmenter, selon les cas, le temps de l'épreuve. Ces limites ont sans doute été fixées par le législateur dans le but d'éviter les Probations trop courtes et inefficaces, comme de protéger l'individu contre l'arbitraire d'une épreuve indéfiniment prolongée.

Dans d'autres pays, une plus grande souplesse est adoptée dans la fixation des délais. Ainsi la Suède autorise-t-elle une prolongation de deux ans et les Pays-Bas une prolongation pouvant atteindre la moitié de la durée maximum autorisée.

2) Modification des obligations par le Juge de l'application des peines.

Pendant la durée de l'épreuve, il se peut que la personnalité du condamné exige la mise en vigueur d'autres obligations. Un Juge de l'application des peines peut-il agir dans ce sens ? L'article 741 du Code de procédure pénale semble lui donner de très grands pouvoirs, mais la question demeure très controversée.

Il serait souhaitable que de nouvelles mesures puissent être prises si le Tribunal avait omis dans le jugement une obligation particulièrement indispensable : exercer une activité professionnelle pour un proxénète, par exemple. Dans le cas où de nouvelles obligations paraîtraient nécessaires parce que

l'amendement du condamné ne se produit pas, on peut penser que la révocation est peut-être plus utile que de nouvelles mesures restrictives de liberté sur un individu inaccessible à la thérapeutique pénale.

Il semblerait très difficile d'admettre qu'un traitement soit institué une fois pour toutes sans modification ultérieure possible. De même, en thérapeutique médicale, c'est l'évolution de la maladie qui dicte le traitement à venir et qui le modifie en cours de route. Il est hautement souhaitable que le Juge de l'application des peines puisse modifier à chaque instant les modalités du traitement en fonction de son évolution.

Le traitement est donc institué par l'instance judiciaire, mais c'est le Juge de l'application des peines qui a mission de surveiller, non seulement l'application du traitement, mais aussi son efficacité. Il doit donc pouvoir modifier ce traitement selon les effets produits.

3) Grâce à ces obligations, le *sursis avec mise à l'épreuve* devrait avoir des *résultats supérieurs* à ceux du sursis simple.

Au cours de son développement, il serait bon d'éviter un écueil, celui d'accorder à un délinquant primaire le sursis simple, se réservant le sursis avec mise à l'épreuve pour une autre infraction éventuelle.

Un choix réel doit être opéré par les magistrats entre le sursis simple, le sursis avec mise à l'épreuve et la peine ferme. Il faut éviter que le sursis avec mise à l'épreuve soit la dernière chance du délinquant avant la peine de prison.

Pour fixer les caractéristiques de ces différentes modalités de la peine, nous nous permettons de reproduire un tableau récapitulatif mettant également en évidence les caractéristiques de la Probation anglo-saxonne. Cette page est extraite du « *Traité de droit pénal et de criminologie* » (Tome I - Pierre Bouzat et Pinatel).

E. — Evolution du sursis avec mise à l'épreuve en France

Le sursis avec mise à l'épreuve a fait une entrée discrète en France en 1959 ; après une phase d'épanouissement, il semble maintenant demeurer encore mal connu. La juris-

Probation des pays anglo-saxons	FRANCE	
	SURSIS	Régime de la mise à l'épreuve
A. — La probation est une mesure judiciaire, autonome et indépendante.		A. — La mise à l'épreuve est une mesure judiciaire qui ne peut être prononcée que conjointement avec le sursis.
B. — La Probation doit être librement acceptée par le délinquant, qui manifeste ainsi devant le tribunal sa disposition à se bien conduire.	B. — Sursis et mise à l'épreuve sont imposés par le tribunal qui ne requiert pas l'accord de l'intéressé.	B. — Sursis et mise à l'épreuve sont imposés par le tribunal qui ne requiert pas l'accord de l'intéressé.
C. — La culpabilité étant établie, la probation est prononcée par le tribunal soit avant, soit après le prononcé de la sentence. Dans ce dernier cas elle en suspend l'exécution. L'intéressé est mis en liberté surveillée et confié à un agent de probation.	C. — Le sursis est accordé par le tribunal après le prononcé de la condamnation : il en suspend l'exécution. Le sursitaire est mis en liberté sans surveillance.	C. — La mise à l'épreuve avec sursis est ordonnée par le tribunal après le prononcé de la condamnation. Elle en suspend l'exécution. L'intéressé est mis en liberté surveillée et confié à un agent de probation.
D. — Sauf délit et crime graves, l'octroi de la probation est laissé à l'appréciation du tribunal, qu'il s'agisse de primaires ou de récidivistes. Pratiquement elle n'est guère appliquée qu'aux délinquants auteurs d'infractions de faible ou de moyenne gravité...	D. — Le sursis ne peut pas être accordé s'il y a eu condamnation antérieure à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus grave.	D. — La mise à l'épreuve ne peut pas être accordée en cas de condamnation antérieure à un emprisonnement supérieur à 6 mois, ou si la peine précédente a déjà bénéficié du sursis avec mise à l'épreuve.
E. — La durée maximum de la probation est de 5 ans. Le minimum de 1 an. Entre ces limites, la durée est laissée à l'appréciation du tribunal.	E. — La durée est de 5 ans après quoi, sauf nouvelle infraction, la condamnation est considérée comme non avenue.	E. — La durée de la mise à l'épreuve est de 3 ans au moins, 5 ans au plus. Toutefois le tribunal peut déclarer la condamnation comme non avenue après un délai minimum de 2 ans si le reclassement paraît acquis.
F. — Si le probationnaire fait preuve de mauvaise conduite ou commet une nouvelle infraction, l'agent de probation informe le Juge qui peut : - soit renforcer les obligations imparties par l'ordonnance de probation, - soit révoquer celle-ci et prononcer la condamnation suspendue, - soit faire exécuter simplement la peine afférente à la nouvelle infraction, sans tenir compte de la précédente.	F. — Si le sursitaire fait preuve de mauvaise conduite sans toutefois commettre de nouvelle infraction au regard de la loi, le tribunal n'a pas qualité pour intervenir et le sursis suit son cours. En cas de condamnation nouvelle à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, le sursis est révoqué automatiquement et la première peine encourue est exécutée immédiatement sans pouvoir se confondre avec la suivante.	F. — Si le sursitaire mis à l'épreuve ne satisfait pas aux mesures et obligations imposées à son égard, le tribunal saisi par le juge de l'application des peines, peut annuler le sursis et ordonner l'exécution de la peine, même en l'absence de nouvelle infraction.

prudence est pauvre à son égard, les colloques et recherches à son sujet se font rares. Les sessions d'études des Juges de l'application des peines ne sont plus renouvelées. Doit-on en déduire la disgrâce de cette mesure ? Bien sûr, les résultats excellents sont rares. Mais n'y a-t-il pas lieu d'aménager cette mesure, de l'améliorer ?

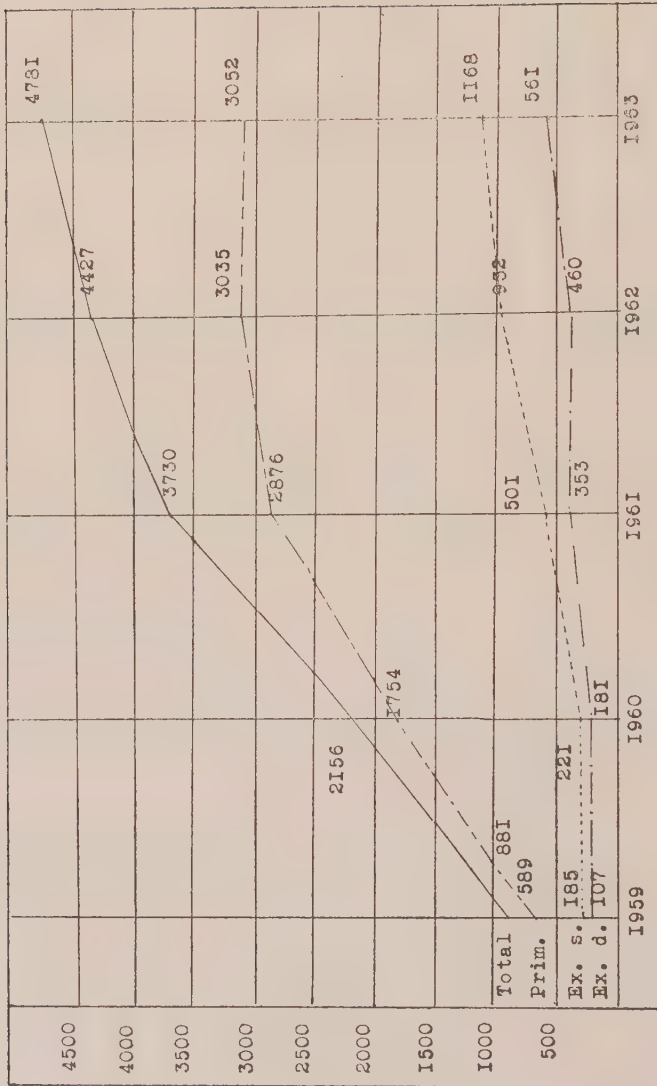
L'étude des statistiques montre pourtant un accroissement des attributions de sursis avec mise à l'épreuve, comme le montre le tableau publié dans le rapport de l'Administration pénitentiaire 1963.

F. — Une amélioration de cette mesure encore nouvelle résiderait peut-être dans la création d'un service post-probationnaire

En effet le délinquant est pris en charge pendant 3 ans, 5 ans au maximum. On suppose que ce délai lui a été suffisant pour qu'il devienne adulte. Ne serait-il pas préférable que l'assistance portée par la justice à ce délinquant se relâche progressivement, que cette dépendance ne soit pas abandonnée du jour au lendemain ?

De même un tuberculeux, une fois sa thérapeutique terminée est surveillé, conseillé de manière régulière afin d'éviter une éventuelle rechute.

Il est souhaitable qu'il en soit ainsi pour le délinquant peut-être trop tôt livré complètement à lui-même.



COURBE DES CONDAMNATIONS AU SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE
(primaires, ex-détenus, ex-sursitaires)
prononcées par les Tribunaux de 1959 à 1963

CHAPITRE II

LE POINT DE VUE MEDICAL

Notre propos est d'exposer comment, actuellement, le médecin peut participer activement au traitement du délinquant. En second lieu nous verrons comment il peut le faire encore plus efficacement au sein d'équipes médico-psychologiques. Celles-ci existent déjà auprès de quelques Cours.

A. — Le médecin et le délinquant probationnaire

1) L'ACTION DU PRATICIEN DÉBUTE AVANT LE PRONONCÉ DE LA PEINE.

Lorsque le délinquant présente des troubles qui semblent se rattacher à la sphère psychiatrique, le magistrat qui instruit l'affaire demande volontiers au médecin spécialiste une expertise visant à établir l'existence ou non de troubles mentaux, le degré de la responsabilité du sujet dans l'affaire.

Il est souhaitable que les magistrats tiennent un très grand compte de l'opinion de l'expert ; de même l'expert doit pouvoir exposer les mesures à prendre vis-à-vis d'un individu qu'il déclare rééduable. Enfin l'expert peut à la fin de son rapport, et bien que cela ne lui soit pas explicitement demandé, donner son avis quant à la mesure pénale à prendre dans le cas où celle-ci pourrait bénéficier d'une visée thérapeutique. Ainsi l'expert sera particulièrement capable d'apprécier après l'examen minutieux du délinquant et en connaissant les faits, si ce délinquant est capable ou non de bénéficier du sursis avec mise à l'épreuve.

Il est donc très important que les médecins-experts connaissent cette mesure afin de la proposer, d'une manière judicieuse, aux termes d'une expertise.

Les magistrats dijonnais d'ailleurs, ont exprimé à de nombreuses reprises que l'expert, aux termes d'un examen de personnalité approfondi, précise si le délinquant serait éventuellement susceptible de bénéficier d'une mesure de Probation.

De toute façon le médecin expert pose des indications thérapeutiques, mais c'est le magistrat en fin de compte, qui ordonne le traitement.

Le sursis avec mise à l'épreuve pourra par exemple être proposé dans le cas où le délinquant bénéficiait de manière suivie, d'une psychothérapie ou d'une thérapeutique médicamenteuse. C'est le cas notamment d'individus présentant divers troubles de la personnalité (exhibitionniste, outrages publics à la pudeur)...

Par contre il est préférable que le médecin expert s'abstienne de proposer le sursis avec mise à l'épreuve lorsqu'il s'agit d'individus incapables d'en tirer parti par débilité mentale : une thérapeutique ne saurait améliorer cet état de choses.

Ainsi nous avons à l'esprit l'observation de cette jeune prostituée de 25 ans (N° 166), ayant passé son enfance dans différentes familles, sa mère ayant été déchue de ses droits (pour inconduite notoire) et le père étant décédé.

Depuis plusieurs années, elle changeait sans cesse de place à cause de ses capacités réduites et aussi de son absence de sens moral faisant d'elle une proie facile pour le premier venu. Lorsqu'elle se retrouve en prison, elle est très étonnée, ne sachant pas que le racolage et la prostitution constituaient un délit. La débilité mentale de cette jeune fille et son absence d'éducation de base l'ayant conduit à une parfaite amoralité rendent sa responsabilité très largement atténuée. L'expert conclut que cette jeune fille influençable et facilement intimidable est accessible à une sanction pénale. Sa réadaptation est impossible si elle est livrée à elle-même.

A première vue la Probation semblait la mesure idéale. Le recul du temps montre que ce n'était pas là une mesure judicieuse. Dès le départ cette jeune fille ne pouvait bénéficier que de l'aspect négatif de la Probation : la peur du gendarme, de la révocation ; l'aspect constructif, le plus important du sursis avec mise à l'épreuve, lui échappait et lui échappe toujours puisqu'elle ne possède pas en elle le germe de sa réadaptation

sociale. Que peut-on espérer d'autre avec un niveau intellectuel moyen de 10 ans et des préoccupations sexuelles exclusives.

Le sursis avec mise à l'épreuve de cette jeune fille, fixé à cinq années est en cours. Mais d'ores et déjà on se rend compte que son instabilité, son incapacité à acquérir une quelconque autonomie font que malgré tous les placements successifs, cette personne continue à se livrer à la prostitution.

Plusieurs autres dossiers de débilés, souvent auteurs de délits sexuels, mettent en évidence la même incapacité de réhabilitation, par manque de compréhension et de ressources personnelles. Fréquemment d'ailleurs, la Probation se passe sans incident, la peur du gendarme étant primaire ; mais le temps d'épreuve terminé, l'ange gardien parti, inévitablement le débile retombe dans ses errements.

2) APRÈS LE JUGEMENT.

Deux cas se présentent :

— Le Comité de Probation comprend parmi ses membres un médecin, ou bien une équipe médico-psychologique et sociale existe à la prison.

Dans ces cas l'évolution du probationnaire est suivie également par un médecin qui saura lui adapter les thérapeutiques propres à son domaine.

— Mais dans la plupart des cas, c'est un médecin du milieu extérieur qui doit assurer cette surveillance de manière sporadique. Elle est dirigée et conseillée par le Juge de l'application des peines.

Cette surveillance concerne notamment les déséquilibrés mentaux et les éthyliques en cours de désintoxication. Mais, nous le verrons, l'insertion médicale devrait être encore élargie.

a) *Les déséquilibrés mentaux :*

Il en est, pour l'obligation de suivre un traitement médical, comme pour l'observation des obligations d'ordre social. Leur réussite est fonction de leur acceptation par le malade, qui doit coopérer à son traitement. L'Assistante Sociale ou l'Agent de Probation ne peut que surveiller la régularité des visites chez le médecin. Le médecin lui-même ne peut que demander au

malade « Prenez-vous régulièrement vos comprimés ? » ce à quoi le malade répond invariablement « oui, bien sûr ». Qui peut vérifier si ce « oui » est véridique ? Et même si l'on imaginait une sorte de traitement « par force », on sait bien que le résultat d'une thérapeutique de ce genre est nul si la volonté du malade y est opposée.

L'observation N° 114 rapporte l'histoire d'une femme de 38 ans inculpée de coups involontaires (cette femme présente un déséquilibre caractériel de type paranoïaque). Au cours d'une dispute avec son mari, Madame X... a plongé un couteau dans le ventre de son mari. Madame X... fut condamnée à quatre mois de prison avec sursis avec mise à l'épreuve pendant trois ans.

Pendant ce temps d'épreuve, en cours actuellement, Madame X... consulte un médecin psychiatre tous les deux mois selon l'obligation qui lui a été fixée par le jugement. Mais elle rencontre toujours des difficultés réelles ou créées pour se rendre à ces consultations. Elle est très docile avec son médecin, mais celui-ci demeure persuadé que cette obéissance n'est qu'une apparence. Aucune pression ni aucune surveillance ne sont possibles ni souhaitables. Madame X... gardera son casier judiciaire vierge et ses troubles mentaux intacts à la fin de son temps d'épreuve.

Dans d'autres cas, au contraire, le malade prend conscience de son trouble ; la Probation est pour lui occasion de réflexion, acceptation de la maladie et possibilité de traitement.

b) Ainsi en est-il quelquefois de l'alcoolisme

Un individu délinquant éthylique qui tente des efforts pour ne plus retomber dans ses excès sans y parvenir, pourra suivre avec succès une cure de désintoxication. Il faudra bien sûr qu'auparavant, le Médecin, l'Assistante Sociale, lui en aient montré les avantages, les heureuses répercussions sur son travail et l'atmosphère familiale. Mais il ne faudra pas omettre, par souci du respect du libre choix de la personne, les obligations et les ennuis qu'une telle cure entraîne : Premier traitement désagréable, traitement d'entretien exigeant beaucoup de persévérance.

Redisons le, bien que cette notion soit bien connue actuellement ; la cure de désintoxication ne vaut que si elle est

acceptée par le malade et si celui-ci est aidé et compris par sa famille.

Combien de fois avons-nous vu une épouse désolée de l'alcoolisme de son mari, nous demander la petite pilule à glisser subrepticement dans son café et qui le dégoûterait à tout jamais du vin ?

Le désir de forcer la volonté de l'individu, même dans une intention louable se retrouve de la même manière dans l'obligation de « suivre un traitement, même sous le régime de l'hospitalisation ».

Nous avons d'ailleurs constaté dans plusieurs dossiers la présence de cette mesure qui n'a pas pu être mise en application malgré tout le pouvoir de persuasion du Juge de l'application des peines et de l'Assistante Sociale. L'absence d'obéissance à cette obligation n'a d'ailleurs jamais entraîné à elle seule la révocation du sursis.

La cure de désintoxication éthylique rebute souvent le malade en elle-même mais aussi et surtout par l'hospitalisation qu'elle requiert, d'autant plus quand elle se passe dans le cadre de l'hôpital psychiatrique comme c'est le cas le plus fréquent à Dijon.

Bien des malades l'accepteraient peut-être si elle se pratiquait de manière ambulatoire. Mais il faut reconnaître que les cures pratiquées à l'hôpital donnent des résultats beaucoup plus appréciables que celles pratiquées à domicile par un médecin surchargé qui a bien des difficultés à la surveiller correctement.

D'autre part, le cadre de l'Hôpital psychiatrique, à côté de son aspect un peu effrayant, a l'avantage de marquer davantage le malade et de le rendre plus réceptif à la thérapeutique. Enfin les consultations périodiques de suite, le service social de l'hôpital, viennent très utilement en aide à la persévérance de l'ancien alcoolique.

Des organisations du type de « La Croix d'Or » comptent des adhérents fidèles parmi les probationnaires. De telles associations permettent aux anciens buveurs de trouver la persévérance dans l'exemple de guérisons d'individus ayant vécu des situations identiques.

c) En fait il est bien évident que le rôle du Médecin ne peut se limiter à quelques thérapeutiques médicamenteuses. Cette conception limitative du rôle médical qui serait uniquement gratifiant, doit être élargie, afin de permettre d'intégrer le médecin dans une équipe de Probation.

Le clinicien est en effet co-responsable du traitement du délinquant. On peut même se demander, s'il n'a pas une part de responsabilité même dans le traitement pénal aux côtés du Juge.

B. — Quelques réflexions critiques

1) LA PROBATION EST-ELLE UN VIOL DE LA PERSONNALITÉ DU DÉLINQUANT ?

En fait, toute cette organisation met en évidence la difficulté de traiter l'individu, tout en respectant sa liberté indéniable de disposer de son corps à sa guise.

A-t-on davantage le droit de violer la liberté d'un éthylique pour éviter une délinquance éventuelle, que de laisser un sujet bacillifère vivre en société sans thérapeutique ?

Ces réflexions dépassent d'ailleurs le domaine de la thérapeutique médicale, et se situent en fait, sur un plan plus général ; les obligations du sursis avec mise à l'épreuve, ne sont-elles pas illusoires, tant que l'individu n'a pas compris et accepté ce qu'on ne peut en fait lui imposer ?

On retrouve là une critique souvent formulée à l'égard du sursis avec mise à l'épreuve : la Probation n'est-elle pas un viol de la personnalité du délinquant en vue d'un plus grand bien, celui de la Société ?

Il n'y a pas viol s'il y a consentement. Et s'il n'y a pas consentement, au moins partiel de l'intéressé, la Probation ne va pas loin, elle court à la révocation.

Nous retrouvons ici la nécessité d'une *adhésion volontaire* sur laquelle nous avons constamment insisté ; indispensable avant d'entreprendre toute thérapeutique médicale, elle fait partie de ce qu'on appelle actuellement le « contrat de soins ».

Mais cette adhésion, pensons-nous, s'applique à l'ensemble des conditions de la Probation, c'est là une des originalités

très grandes de cette mesure judiciaire : seule, parmi toutes les sanctions prises par un jugement de condamnation, elle nécessite pour être réalisable, l'accord de l'intéressé. On conçoit dans cette perspective, l'optique nouvelle que constitue, pour les magistrats du siècle, l'utilisation de cette mesure.

2) VALEUR RÉÉDUCATIVE DE LA PROBATION.

Plus profonde et troublante est la question : La Probation conduit-elle l'individu à une « adultisation » de la personne ? Ou bien, justement par les obligations qu'elle comporte, maintient-elle le délinquant dans un état infantile de dépendance vis à vis du substitut paternel qu'est la Justice ?

Quelle est la valeur psychothérapique de cette tutelle qu'est la Probation ?

On doit lui considérer deux aspects :

a) La Justice en imposant des obligations au délinquant et un contrôle obligatoire de celles-ci, se dresse comme un substitut paternel devant le délinquant. En théorie, le choix d'un certain genre de vie est pris par le magistrat à la place du condamné qui n'a plus qu'à obtempérer.

Sous l'angle psychologique cette conduite infantilise l'individu et ne le rend pas capable, à la fin de la période d'épreuve, de résoudre seul ses difficultés sans retomber dans la délinquance. On pourrait ainsi considérer la Probation comme une mesure de chantage.

« Ne fréquente plus les bars, suis une cure de désintoxication ; sinon ton sursis est révoqué et tu vas en prison ».

b) Cette façon n'est pas bien sûr, psychothérapique. Mais nous pensons que l'argument est faux et ne correspond pas à l'esprit de la Probation.

Dans la réalité cet esprit varie selon le Juge de l'application des peines, son Agent de Probation et ses délégués. Chacun a-t-il compris que son arme n'est pas la menace mais la persuasion, la *compréhension* patiente et persévérante des maux du délinquant ?

A-t-il compris aussi qu'il ne doit brandir la révocation qu'en dernier ressort, ne jamais imposer ses opinions ou projets ? Il doit au contraire amener le Probationnaire à élaborer lui-

même ses solutions. Si son immaturité l'en empêche et que l'Agent de Probation soit obligé de lui venir en aide provisoirement, ce dernier doit sans cesse s'efforcer de rendre cette aide aussi temporaire et aussi discrète que possible.

Alors le sursis avec mise à l'épreuve adultise le délinquant et l'amène progressivement à une vraie liberté qu'il saura assumer.

Au terme de cette étude nous ne pouvons que joindre nos modestes vœux à l'un de ceux qui furent émis lors des Journées de médecine pénitentiaire de 1963.

« Nécessité, pour le milieu ouvert, d'un service clinique de suite qui soit en liaison étroite avec le service médical pénitentiaire, les organismes post-pénaux et les dispensaires de la Santé ».

Les connaissances du médecin tant au point de vue psychologique que thérapeutique sont indispensables pour une attribution adéquate du sursis avec mise à l'épreuve, au moins dans les cas des délinquants pathologiques.

Elles le sont non moins pour aider le délinquant dans ses efforts de réadaptation sociale. La collaboration d'un psychologue, d'un sociologue permettrait certainement d'obtenir le maximum de résultats positifs, au sein d'un groupe médico-psychologique et social, attaché à la prison.

Certains sont déjà formés auprès de quelques Cours. Pour les ressorts judiciaires moins importants, il semble nécessaire au moins que le médecin de la prison fasse partie du Comité de Probation et s'intéresse activement à ce problème criminologique, qu'est le sursis avec mise à l'épreuve.

3) FORMATION DU PERSONNEL DU COMITÉ DE PROBATION.

Le Juge de l'application des peines détient le sceptre de l'autorité vis-à-vis du probationnaire. Mais son rôle dépasse de beaucoup ces limites. C'est lui qui dirige la thérapeutique du délinquant ; il peut suivant la manière dont il comprend la Probation, se borner au rôle du Maître qui menace, qui maintient le condamné en deçà des barrages de sa peur.

Par contre, si le Juge de l'application des peines vit l'esprit de la Probation, son rôle devient psychothérapique et éducatif.

C'est donc l'équipe tout entière : Juge de l'application des peines, Agent de Probation, Assistante Sociale qui a un rôle psychothérapique auprès du délinquant.

Il est bien évident que les thérapeutiques proprement psychothérapiques ne peuvent être maniées valablement et efficacement que par les seuls spécialistes, c'est-à-dire les médecins.

Il est hors de doute que chaque fois qu'un traitement psychothérapique est décidé, il ne peut être confié qu'à un médecin spécialisé, donc à un psychanalyste ou tout au moins à un psychiâtre.

Il n'en reste pas moins que les relations entre le probationnaire et l'ensemble du comité de Probation — dont doit faire partie le médecin — sont très fortement conditionnées par l'attitude psychothérapique de chacun de ses membres.

Qu'on le veuille ou non, la fameuse relation « Médecin-Malade », s'établit au sein d'un service hospitalier non seulement avec le médecin lui-même, mais avec toute l'équipe soignante.

Il en est de même dans le cadre de la Probation qui doit créer, à notre avis, une véritable ambiance psychothérapique dont le médecin est le principal artisan.

Encore faut-il que leur formation soit assurée dans ce sens. Il serait très souhaitable que le Juge de l'application des peines, l'Agent de Probation prennent part à des séminaires de groupe et se familiarisent avec la pratique de la psychothérapie ainsi que l'ont fait nombre de Juges des enfants.

4) ORIGINALITÉ DE LA PROBATION.

Cette nouvelle mesure judiciaire est originale pour trois raisons :

a) La « chose jugée » n'apparaît plus dans ce cas, comme fixée et définitive. La Probation est une nouvelle orientation de vie dont le guide est le schéma *des obligations* positives et négatives. Celles-ci ont la particularité d'être dès le départ choisies sur une liste variée, en fonction de l'individu à traiter et du type de sa délinquance.

De plus elles présentent une grande souplesse puisqu'elles peuvent, même en cours d'épreuve, être adaptées aux circons-

tances nouvelles qui peuvent se présenter. La responsabilité en revient au Juge de l'application des peines dont le rôle est considérable.

b) Ce nouveau magistrat — créé en 1958 — voit son rôle déborder largement celui de ses collègues : il n'a plus seulement pour but de servir la Justice en déterminant le châtimement à appliquer aux délinquants, il a maintenant un rôle social *d'éducateur* : arracher les racines mêmes de la délinquance en réadaptant l'individu au sein de sa famille, de son travail, de son milieu de vie. Il essaie même de supprimer les causes futures d'une éventuelle délinquance (chez les alcooliques par exemple).

Enfin le sursis avec mise à l'épreuve est une mesure non seulement originale mais assez révolutionnaire. Si l'accord du condamné n'est pas comme en Angleterre et aux Etats-Unis, requis avant l'attribution de cette mesure, nous avons montré qu'il devait être au moins implicite si l'épreuve se veut efficace.

Certaines obligations touchant au domaine médical ne peuvent d'ailleurs se manifester dans la pratique que sous forme de propositions, de conseils.

Le délinquant est ainsi amené à régir en grande partie sa sanction pénale. Il devient dans le cadre de cette innovation pénale, le premier artisan de sa réadaptation.

CONCLUSIONS

I. — L'application du sursis avec mise à l'épreuve est une nouvelle mesure pénale instituée par le nouveau Code Pénal en 1958 ; elle vise la réinsertion du délinquant dans la Société plus que le châtiment simple d'un délit. Cette sanction s'accompagne d'obligations ayant pour but d'aider le probationnaire dans ses efforts.

II. — 157 dossiers de probationnaires relevant de la Cour d'Appel de Dijon ont été étudiés ; les résultats constatés paraissent encourageants ; ceux-ci seraient encore meilleurs s'il était possible de pratiquer de manière systématique un examen de personnalité du délinquant avant le jugement : cet examen paraît très souhaitable pour dispenser de manière judicieuse cette mesure pénale.

III. — Formons le vœu que le médecin ne soit pas seulement consulté comme expert ou comme thérapeute, mais qu'il ait sa place dans l'équipe ; sa présence favoriserait l'orientation psychothérapique de l'équipe de Probation qui semble être à la base de la thérapeutique du délinquant.

Vu :

Le Doyen,
J.-F. CIER.

Vu :

Le Président de la Thèse,
L. ROCHE.

Vu et permis d'imprimer : Lyon, 15 Novembre 1965.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
P. LOUIS.

BIBLIOGRAPHIE

- ANCEL M. — La participation du Juge à l'exécution de la sentence pénale. *Etudes pénitentiaires*, 1960.
- BAR J. — Considérations médico-légales du sursis probatoire. *Annales de Médecine légale*, 1963.
- BOUZAT P. et PINATEL J. — Traité de droit pénal et de criminologie, tome I.
- BUFFARD S. — Approche clinique au cours de la probation.
- CALEB M. — L'expérience lilloise de la « peine différée ». *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 1956, p. 453.
- COLIN M. — Etudes de criminologie clinique.
- COLIN M. — Examen de personnalité et criminologie. Rapport au premier congrès français de criminologie, 1960.
- COLIN M. — Le service de criminologie clinique en milieu ouvert.
- COLIN M. — Méthodes de traitement en criminologie. 6^e congrès français de criminologie, Toulouse, 1965.
- COLIN M. — Fonctionnement des services de criminologie clinique dans la région lyonnaise. *La Revue lyonnaise de médecine*, 15 octobre 1960.
- CRIMAL. — Une expérience du Parquet de Mulhouse. *Revue de science criminelle et de Droit pénal comparé*, 1958, p. 479.
- DAGOGNET F. — Sanction et thérapeutique. 4^e congrès français de criminologie, 1963.
- DEBUYST Ch. — Le traitement individuel du délinquant envisagé du point de vue social et sociologique. 4^e congrès français de criminologie, 1963.
- DUBLINEAU J. — Le traitement médical et psychiatrique individuel du délinquant. 4^e congrès français de criminologie, 1963.
- CARETTA-ESPOUY F. — Les obligations du probationnaire. *Mémoire*.
- GUYENNOT. — La réalisation du traitement pénitentiaire dans le domaine juridique. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1961, p. 501.
- HOCHMANN J. — La relation clinique en milieu pénitentiaire.
- Journées d'études des Juges de l'Application des peines, 1960.
- 10^e journées de Défense Sociale, Lyon.
- Journées de Médecine pénitentiaire, 1961, 1963.

- KAUFFMANN. — Quelques réflexions sur une expérience de probation. *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, 1958, p. 572.
- LIOTARD M. — Les problèmes pratiques posés par le fonctionnement du service du Juge de l'application des peines. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1962, p. 580-604.
- MALHERBE J. — Le Juge de l'application des peines. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1959, p. 635-655.
- MARCHAND. — Premier substitut du Procureur du Roi à Bruxelles : *Probation et Alcoolisme*.
- MARX. — Le système de mise à l'épreuve. *Revue internationale de droit pénal*, 21, 1950, p. 429-439.
- PINATEL J. — Les perspectives offertes par le nouveau Code de procédure pénale dans le domaine du traitement des délinquants. *Etudes pénitentiaires*, 1960, n° 3.
- PONS L. — Le sursis avec mise à l'épreuve et les problèmes que soulève son application. *Etudes pénitentiaires*, 1960, n° 3.
- PONS L. — Les débuts de la probation en France. *Etudes et documentation*, 1961.
- La probation (régime de la mise à l'épreuve) et les mesures analogues. Melun, 1953 (Traduction de : Probation and related measures - New-York, United-Nations publications, 1951).
- Rapport général sur l'activité des services de l'Administration pénitentiaire, pour les années : 1959, 1960, 1961, 1962, 1963.
- Rapport des Congrès français de criminologie : 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965.
- REBOUL. — Grandeur et misère de l'expérience toulousaine de la probation. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*.
- SALEILLES. — L'individualisation de la peine. Etude de criminalité sociale. Paris, Librairie Félix Alcan, 1927.
- SLACHMUYLDER L. — Les réparations symboliques. Une expérience de probation au tribunal des enfants. *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1964.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	11
PREMIERE PARTIE : Le régime de la Probation en France ..	13
CHAPITRE I — Introduction	15
CHAPITRE II — Historique	19
A) Les origines juridiques	19
B) Processus historique de l'institution de la Probation	20
CHAPITRE III — Les textes	27
A) Conditions d'attribution du sursis avec mise à l'épreuve	27
B) Les autorités chargées de l'exécution de la mise à l'épreuve et leurs fonctions	29
C) La conduite du sursis avec mise à l'épreuve	33
D) Effacement de la condamnation	36
E) Révocation	37
DEUXIEME PARTIE : Le régime de la Probation à Dijon	39
CHAPITRE I — Installation	41
CHAPITRE II — Organisation, structure actuelle	43
CHAPITRE III — Fonctionnement	45
CHAPITRE IV — Réalisation pratique ; les résultats	49
A) Analyse des dossiers	49
B) Etude synthétique	53
CHAPITRE V — Bilan de l'étude du sursis avec mise à l'épreuve à Dijon	59

TROISIEME PARTIE : Appréciation critique du régime du sursis avec mise à l'épreuve en France	63
CHAPITRE I — Le point de vue juridique	67
CHAPITRE II — Le point de vue médical	83
Conclusions	93
Bibliographie	95

